

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
ATLANTIQUE VENDEE**

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

PricewaterhouseCoopers Audit
34, place Viarme
C.S. 90928
44009 Nantes Cedex 1

MALEVAUT-NAUD
55 boulevard François Arago
79180 Chauray

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

A l'Assemblée générale

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL ATLANTIQUE VENDEE

La Garde

Route De Paris

44949 NANTES CEDEX 9

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Atlantique Vendée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié

Du fait de son activité, votre caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.

Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2023 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 159,5 M€.

Notre réponse face au risque identifié

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique particulier de l'exercice 2023, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;
- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut

Risque identifié

Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dette, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1) ; et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).

Les corrections de valeurs reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.

Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2023, un montant de 170,8 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :

- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2023 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;
- l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).

Notre réponse face au risque identifié

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
 - les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
 - le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique particulier de l'exercice 2023 ;
 - la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;
 - la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeurs.
- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;
- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;
- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2023 ;
- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre Caisse dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Atlantique Vendée par votre Assemblée générale du 27 mars 2019 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 12 mars 2001 pour le cabinet Malevaut-Naud.

Au 31 décembre 2023, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 5^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Malevaut-Naud dans la 23^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Nantes et Chauray, le 11 mars 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Malevaut-Naud

Nicolas JOLIVET Olivier DESTRUEL

Sébastien BOERLEN

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2023

Arrêtés par le Conseil d'administration du Crédit Agricole Atlantique Vendée en date du 26 janvier 2024 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 28 mars 2024.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| CADRE GENERAL | 5 |
| PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE | 5 |
| UN GROUPE BANCAIRE D'ESSENCE MUTUALISTE | 5 |
| RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE | 6 |
| INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES | 10 |
| ETATS FINANCIERS CONSOLIDES | 11 |
| COMPTE DE RESULTAT | 11 |
| RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | 12 |
| BILAN ACTIF | 14 |
| BILAN PASSIF | 15 |
| TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES | 16 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE | 18 |
| NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS | 21 |
| 1 PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES. | 21 |
| 1.1 Normes applicables et comparabilité..... | 21 |
| 1.2 Principes et méthodes comptables..... | 23 |
| 1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) | 56 |
| 2 PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE..... | 59 |
| 3 GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE..... | 60 |
| 3.1 Risque de crédit..... | 60 |
| 3.2 Expositions au risque souverain | 78 |
| 3.3 Risque de marché | 81 |
| 3.4 Risque de liquidité et de financement | 84 |
| 3.5 Comptabilité de couverture..... | 87 |
| 3.6 Risques opérationnels | 93 |
| 3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires | 93 |
| 4 NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES..... | 94 |
| 4.1 Produits et charges d'intérêts | 94 |
| 4.2 Produits et charges de commissions | 95 |
| 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 95 |
| 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres..... | 96 |

| | | |
|------|---|-----|
| 4.5 | <i>Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</i> | 97 |
| 4.6 | <i>Produits (charges) nets des autres activités</i> | 97 |
| 4.7 | <i>Charges générales d'exploitation</i> | 97 |
| 4.8 | <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i> | 98 |
| 4.9 | <i>Coût du risque</i> | 99 |
| 4.10 | <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i> | 100 |
| 4.11 | <i>Impôts</i> | 100 |
| 4.12 | <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> | 102 |
| 5 | INFORMATIONS SECTORIELLES | 103 |
| 5.1 | <i>Information sectorielle par secteur opérationnel</i> | 103 |
| 5.2 | <i>Information sectorielle par zone géographique</i> | 103 |
| 6 | NOTES RELATIVES AU BILAN | 104 |
| 6.1 | <i>Caisse, banques centrales</i> | 104 |
| 6.2 | <i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i> | 104 |
| 6.3 | <i>Instruments dérivés de couverture</i> | 105 |
| 6.4 | <i>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</i> | 105 |
| 6.5 | <i>Actifs financiers au coût amorti</i> | 106 |
| 6.6 | <i>Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue</i> | 109 |
| 6.7 | <i>Passifs financiers au coût amorti</i> | 113 |
| 6.8 | <i>Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers</i> | 114 |
| 6.9 | <i>Actifs et passifs d'impôts courants et différés</i> | 115 |
| 6.10 | <i>Comptes de régularisation actif, passif et divers</i> | 116 |
| 6.11 | <i>Immeubles de placement</i> | 117 |
| 6.12 | <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i> | 118 |
| 6.13 | <i>Provisions</i> | 118 |
| 6.14 | <i>Capitaux propres</i> | 122 |
| 6.15 | <i>Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle</i> | 126 |
| 7 | AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS | 127 |
| 7.1 | <i>Détail des charges de personnel</i> | 127 |
| 7.2 | <i>Effectif moyen de la période</i> | 127 |
| 7.3 | <i>Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies</i> | 127 |
| 7.4 | <i>Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies</i> | 128 |

| | | |
|------|--|-----|
| 7.5 | <i>Autres avantages sociaux</i> | 131 |
| 7.6 | <i>Rémunérations de dirigeants</i> | 131 |
| 8 | CONTRATS DE LOCATION | 132 |
| 8.1 | <i>Contrats de location dont le Groupe est preneur</i> | 132 |
| 8.2 | <i>Contrats de location dont le Groupe est bailleur</i> | 134 |
| 9 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES | 135 |
| 10 | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS | 138 |
| 10.1 | <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti</i> | 139 |
| 10.2 | <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i> | 142 |
| 10.3 | <i>Rappels sur la réforme des indices de taux et implications pour le Groupe Crédit Agricole</i> | 148 |
| 11 | PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2023 | 151 |
| 11.1 | <i>Information sur les filiales</i> | 151 |
| 11.2 | <i>Composition du périmètre</i> | 152 |
| 12 | PARTICIPATIONS ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES | 153 |
| 12.1 | <i>Participations non consolidées</i> | 153 |
| 12.2 | <i>Informations sur les entités structurées non consolidées</i> | 154 |
| 13 | ÉVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2023 | 157 |

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

Dénomination sociale :

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Atlantique Vendée.

Siège social de la société :

La Garde - Route de Paris - 44949 Nantes - France.

Registre du commerce et des sociétés et numéro d'immatriculation :

440 242 469 RCS Nantes.

Immatriculation en date du 24 décembre 2001.

Forme juridique :

Société coopérative de crédit à capital variable.

Code NAF :

6419 Z.

Lieu de cotation :

Nantes.

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 11 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau

Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Relations internes au Crédit Agricole

➤ Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

• Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

• Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Dettes envers la clientèle".

• Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites " avances miroirs " (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit" (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole SA.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

- **Mécanisme TLTRO III**

Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, le Crédit Agricole Atlantique Vendée se finance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

- **Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit

Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201 /879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale

des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Informations relatives aux parties liées

| Parties liées | Participation Directe (D) ou Indirecte (I) de la Caisse régionale | % d'intérêt | Transactions conclues en 2023 |
|--|---|-------------|--|
| CREDIT AGRICOLE ATLANTIQUE VENDEE IMMOBILIER PARTICIPATION | D | 100,00% | Aucune transaction significative |
| SQUARE HABITAT ATLANTIQUE VENDEE | I | 100,00% | Aucune transaction significative |
| PATRIMOINE SQUARE HABITAT | I | 99,99% | Aucune transaction significative |
| CABLE | I | 99,90% | Aucune transaction significative |
| SQUARE HABITAT OUEST IMMOBILIER PANORAMIC | I | 50,00% | Aucune transaction significative |
| LE PERTUIS | D | 100,00% | Aucune transaction significative |
| LE VILLAGE BY CA ATLANTIQUE VENDEE | D | 100,00% | Aucune transaction significative |
| FONCIERE ATLANTIQUE VENDEE | D | 100,00% | Avances consolidables pour un montant de 30 M€ |
| ATLANTIQUE VENDEE INNOVATION | D | 100,00% | Aucune transaction significative |

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés | 4.1 | 1 051 629 | 486 082 |
| Intérêts et charges assimilées | 4.1 | (877 373) | (228 164) |
| Commissions (produits) | 4.2 | 271 366 | 259 449 |
| Commissions (charges) | 4.2 | (98 189) | (96 145) |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 4.3 | 4 754 | 7 578 |
| <i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i> | | 1 940 | 892 |
| <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i> | | 2 814 | 6 686 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres | 4.4 | 63 970 | 56 189 |
| <i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i> | | - | - |
| <i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i> | | 63 970 | 56 189 |
| Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti | 4.5 | (83) | (82) |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat | | - | - |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat | | - | - |
| Produit net des activités d'assurance | | - | - |
| <i>Produits des activités d'assurance</i> | | - | - |
| <i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i> | | - | - |
| <i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i> | | - | - |
| <i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i> | | - | - |
| <i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i> | | - | - |
| <i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i> | | - | - |
| Produits des autres activités | 4.6 | 25 185 | 25 062 |
| Charges des autres activités | 4.6 | (8 379) | (11 112) |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 432 880 | 498 857 |
| Charges générales d'exploitation | 4.7 | (295 057) | (291 495) |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 4.8 | (21 016) | (20 688) |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 116 807 | 186 674 |
| Coût du risque | 4.9 | (24 113) | (25 887) |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | 92 694 | 160 787 |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 4.10 | 543 | 515 |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | - | - |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔT | | 93 237 | 161 302 |
| Impôts sur les bénéfices | 4.11 | (6 830) | (28 400) |
| Résultat net d'impôts des activités abandonnées | | - | - |
| RÉSULTAT NET | | 86 407 | 132 902 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | - | - |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | | 86 407 | 132 902 |

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

| <i>(en milliers d'euros)</i> | <i>Notes</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| Résultat net | | 86 407 | 132 902 |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | 4.12 | (2 269) | 4 467 |
| Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1) | | - | - |
| Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1) | 4.12 | 148 876 | (158 950) |
| Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables | | - | - |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence | 4.12 | 146 607 | (154 483) |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence | 4.12 | (4 001) | 3 832 |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées | | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | 4.12 | 142 606 | (150 651) |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | | - | - |
| Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | | - | - |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | | - | - |
| Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables | | - | - |
| Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres | | - | - |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées | | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | 4.12 | 142 606 | (150 651) |

| | | |
|--|----------------|-----------------|
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 229 013 | (17 749) |
| Dont part du Groupe | 229 013 | (17 749) |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle | - | - |
| (1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables | 4.12 | (28) |

BILAN ACTIF

| (en milliers d'euros) | Notes | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-----------------|-------------------|-------------------|
| Caisse, banques centrales | 6.1 | 65 444 | 71 984 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.1-3.3-6.2-6.8 | 276 946 | 267 769 |
| <i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i> | | 14 323 | 25 229 |
| <i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i> | | 262 623 | 242 540 |
| Instruments dérivés de couverture | 3.3-3.5 | 833 478 | 1 266 565 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 3.1-3.2-6.4-6.8 | 1 867 499 | 1 679 410 |
| <i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i> | | - | - |
| <i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i> | | 1 867 499 | 1 679 410 |
| Actifs financiers au coût amorti | 3.1-3.3-6.5-6.6 | 28 040 039 | 28 889 125 |
| <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i> | | 3 096 568 | 5 057 357 |
| <i>Prêts et créances sur la clientèle</i> | | 24 175 949 | 23 007 456 |
| <i>Titres de dettes</i> | | 767 522 | 824 312 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | (606 351) | (1 192 014) |
| Actifs d'impôts courants et différés | 6.9 | 69 183 | 66 050 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 6.10 | 360 808 | 246 496 |
| Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées | | - | - |
| Contrats d'assurance émis - Actif | | - | - |
| Contrats de réassurance détenus - Actif | | - | - |
| Participation dans les entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Immeubles de placement | 6.11 | 9 969 | 10 423 |
| Immobilisations corporelles | 6.12 | 237 495 | 213 735 |
| Immobilisations incorporelles | 6.12 | 4 735 | 4 519 |
| Ecarts d'acquisition | | - | - |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 31 159 245 | 31 524 062 |

BILAN PASSIF

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------|-------------------|-------------------|
| Banques centrales | | - | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.3-6.2 | 12 439 | 25 417 |
| <i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i> | | 12 439 | 25 417 |
| <i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i> | | - | - |
| Instruments dérivés de couverture | 3.3-3.5 | 175 459 | 16 388 |
| Passifs financiers au coût amorti | | 26 105 674 | 26 125 048 |
| <i>Dettes envers les établissements de crédit</i> | 3.4-6.7 | 17 097 817 | 17 591 943 |
| <i>Dettes envers la clientèle</i> | 3.1-3.4-6.7 | 8 576 875 | 7 936 687 |
| <i>Dettes représentées par un titre</i> | 3.4-6.7 | 430 982 | 596 418 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | (14 901) | (5 824) |
| Passifs d'impôts courants et différés | 6.9 | 4 810 | 4 681 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 6.10 | 1 066 048 | 1 737 790 |
| Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées | | - | - |
| Contrats d'assurance émis - Passif | | - | - |
| Contrats de réassurance détenus - Passif | | - | - |
| Provisions | 6.13 | 64 860 | 73 097 |
| Dettes subordonnées | | - | 1 |
| | | - | - |
| Total dettes | | 27 414 389 | 27 976 598 |
| | | | |
| Capitaux propres | | 3 744 856 | 3 547 464 |
| Capitaux propres part du Groupe | | 3 744 856 | 3 547 464 |
| Capital et réserves liées | | 633 382 | 645 499 |
| Réserves consolidées | | 2 515 898 | 2 402 500 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 509 169 | 366 563 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées | | - | - |
| Résultat de l'exercice | | 86 407 | 132 902 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | - | - |
| TOTAL DU PASSIF | | 31 159 245 | 31 524 062 |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Crédit Agricole Atlantique Vendée.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------|------------------|------------------|
| Résultat avant impôt | | 93 237 | 161 302 |
| Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | | 20 836 | 20 091 |
| Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | | - | - |
| Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions | | 19 273 | 8 138 |
| Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Résultat net des activités d'investissement | | (472) | (515) |
| Résultat net des activités de financement | | 2 937 | 609 |
| Autres mouvements | | (7 622) | 44 785 |
| Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements | | 34 952 | 73 108 |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | | 454 854 | (106 819) |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle | | (522 249) | (1 766 329) |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | | (121 149) | 165 677 |
| Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | | (786 070) | 1 397 594 |
| Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence | | - | - |
| Impôts versés | | (13 861) | (35 555) |
| Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | | (988 475) | (345 432) |
| Flux provenant des activités abandonnées | | - | - |
| Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) | | (860 286) | (111 022) |
| Flux liés aux participations (1) | | (7 733) | (9 727) |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | | (42 941) | (28 720) |
| Flux provenant des activités abandonnées | | - | - |
| Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) | | (50 674) | (38 447) |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2) | | (31 921) | (110) |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3) | | (38 843) | 17 508 |
| Flux provenant des activités abandonnées | | - | - |
| Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C) | | (70 764) | 17 398 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D) | | - | - |
| AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D) | | (981 724) | (132 071) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | | 2 427 802 | 2 559 873 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales * | | 71 984 | 68 166 |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ** | | 2 355 818 | 2 491 707 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | | 1 446 078 | 2 427 802 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales * | | 65 444 | 71 984 |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ** | | 1 380 634 | 2 355 818 |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | | (981 724) | (132 071) |

* Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus)

(1) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2023, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie du Crédit Agricole Atlantique Vendée s'élève à 7 733 milliers d'euros, portant notamment sur la participation à l'augmentation de capital de Unexo Capital pour un montant de 6 888 milliers d'euros.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par le Crédit Agricole Atlantique Vendée et les Caisses locales à ses actionnaires/sociétaires et, à hauteur de 20 202 milliers d'euros pour l'année 2023 ainsi que la décollecte nette des parts sociales de Caisses locales par les sociétaires à hauteur de 11 920 milliers d'euros.

(3) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement : Au 31 décembre 2023, les remboursements de dettes obligataires s'élèvent à 36 025 milliers d'euros. Ces flux sont liés aux débouclages des FCT Crédit Agricole Habitat 2018 et 2019 en avril 2023 et octobre 2023. Ce poste recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2023 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2022.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2023 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2023.

Celles-ci portent sur :

| Normes, Amendements ou Interprétations | Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du | Effet significatif dans le Groupe | Effet significatif Crédit Agricole Atlantique Vendée |
|---|---|-----------------------------------|--|
| IFRS 17 IFRS 17 remplace la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » | 1 ^{er} janvier 2023 | Oui | Non |
| Amendements à IFRS 17 Informations comparatives à la première application conjointe d'IFRS 17 et d'IFRS 9 | 1 ^{er} janvier 2023 | Non | Non |
| IAS 1 Informations à fournir sur les méthodes comptables | 1 ^{er} janvier 2023 | Non | Non |
| IAS 8 Définition des estimations comptables | 1 ^{er} janvier 2023 | Non | Non |
| IAS 12 Impôt différé lié aux actifs et passifs découlant d'une même transaction | 1 ^{er} janvier 2023 | Non | Non |
| IAS 12 Réforme fiscale internationale Pilier 2 | 1 ^{er} janvier 2023 | Non | Non |

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2023

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2023 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2023.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB, pouvant affecter le Groupe

Pas de décision impactant significativement le Groupe au 31 décembre 2023.

1.2 Principes et méthodes comptables

➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options* ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;
- la participation aux bénéfices différés.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le Crédit Agricole Atlantique Vendée utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI sur la base de ce seul critère.

Dans le cadre de son projet de revue de l'application (« Post-implementation Review » /PIR) de la norme IFRS 9, l'IASB a décidé, en mai 2022, d'initier des travaux d'amendement de la norme IFRS 9 afin de clarifier les modalités d'application du test SPPI à ce type d'actifs financiers. Un exposé-sondage a été publié en mars 2023 et la période d'appels à commentaires a été ouverte jusqu'au 19 juillet 2023. L'IASB a prévu de publier un amendement à la norme IFRS 9 au cours de 2024, qui sera ensuite soumis au processus d'adoption par l'Union Européenne.

✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

- Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe "Provisionnement pour risque de crédit").

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

✓ **Actifs financiers**

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ;
ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

- Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du Crédit Agricole Atlantique Vendée pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le *modèle collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle *autre / vente* dont l'objectif principal est de céder les actifs. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

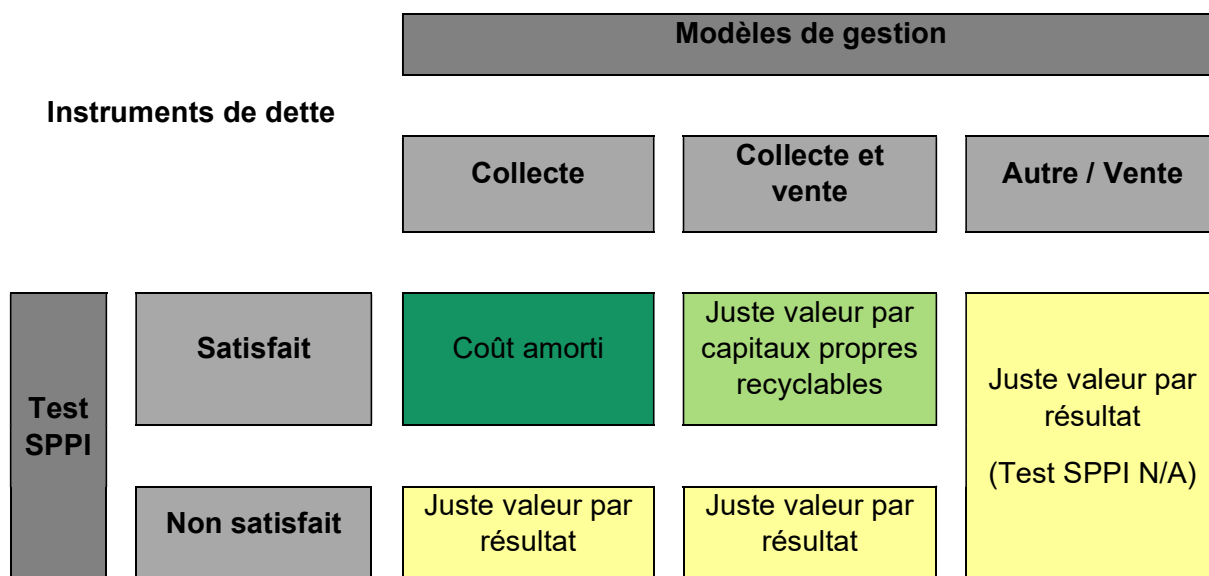
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle Collecte et Vente et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le Crédit Agricole Atlantique Vendée détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le Crédit Agricole Atlantique Vendée choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

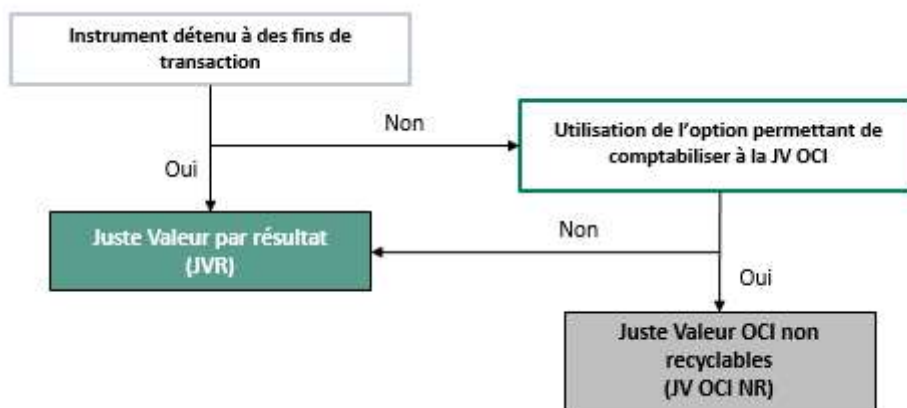
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

- Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

- Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, le Crédit Agricole Atlantique Vendée continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégoiés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓ Passifs financiers

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.13 « Provisions ».

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Rachat d'actions propres

Les actions propres ou instruments dérivés équivalents tels que les options sur actions propres achetées par le Crédit Agricole Atlantique Vendée présentant une parité d'exercice fixe, y compris les actions détenues en couverture des plans de *stock options*, ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

✓ Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le Crédit Agricole Atlantique Vendée comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le document « Informations au titre du Pilier 3 ».

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1^{ère} étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), le Crédit Agricole Atlantique Vendée comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^{ème} étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, le Crédit Agricole Atlantique Vendée comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3^{ème} étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, le Crédit Agricole Atlantique Vendée comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *stage 2*, puis en *stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- le Crédit Agricole Atlantique Vendée estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de

l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que le Crédit Agricole Atlantique Vendée ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;
 - au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

A titre d'exemple, le seuil multiplicatif sur les crédits immobiliers résidentiels français varie en fonction du portefeuille entre 1,5 et 2,5. Celui sur les crédits à la grande clientèle (hors banque d'investissement) varie entre 2 et 2,6.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré " non significatif ".

2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en stage 2.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en stage 2

- L'instrument financier est classé en stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le Crédit Agricole Atlantique Vendée utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels le Crédit Agricole Atlantique Vendée a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres

circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs de risque », les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'aurait pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

- ✓ **Instruments financiers dérivés**

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, le Crédit Agricole Atlantique Vendée n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

-
- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du Crédit Agricole Atlantique Vendée.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

- Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;

- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- Séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels le Crédit Agricole Atlantique Vendée peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Crédit Agricole Atlantique Vendée retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres au Crédit Agricole Atlantique Vendée, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- Les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de

marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;

- Les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, le Crédit Agricole Atlantique Vendée compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- Le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- Le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

➤ **Provisions (IAS 37)**

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera

nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.13 "Provisions".

➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, le Crédit Agricole Atlantique Vendée impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constaté en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du Crédit Agricole Atlantique Vendée, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le Crédit Agricole Atlantique Vendée n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

- ✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

➤ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 Paiements fondés sur des actions impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiées par le groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options*, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 30 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient plus compte de la décote d'incessibilité depuis le 01/01/2023.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A, ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

➤ Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

✓ Impôts exigibles

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" du compte de résultat.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par le Crédit Agricole Atlantique Vendée peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

✓ Impôts différés

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
 - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- Le Crédit Agricole Atlantique Vendée a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base

de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

- Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par le Crédit Agricole Atlantique Vendée au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction des capitaux propres.

- Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

- Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

| Composant | Durée d'amortissement |
|--------------------------|-----------------------|
| Foncier | Non amortissable |
| Gros œuvre | 20 à 50 ans |
| Second œuvre | 15 à 40 ans |
| Installations techniques | 10 à 25 ans |
| Agencements | 3 à 15 ans |
| Matériel informatique | 3 à 10 ans |
| Matériel spécialisé | 2 à 10 ans |
| Mobilier | 2 à 10 ans |

➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

➤ **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

- a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
- b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

➤ **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Pour les créances de location-financement, le Crédit Agricole Atlantique Vendée applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » / les « immeubles de placement » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les " produits des autres activités " et les " charges des autres activités ".

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée sera estimée à 6 ans. Le principe Groupe (première option de sortie post 5 ans) peut ne pas être appliqué dans certains cas spécifiques, comme pour un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers). Dans ce cas, il conviendra de retenir une durée de location initiale de 9 ans (sauf anticipation d'une tacite prolongation de 3 ans maximum dans le cas général).

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

➤ **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées" et "Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées".

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

➤ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes du Crédit Agricole Atlantique Vendée et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, le Crédit Agricole Atlantique Vendée dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

✓ Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existantes dans le référentiel international sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Atlantique Vendée représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale du Crédit Agricole Atlantique Vendée et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

✓ Notions de contrôle

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque le Crédit Agricole Atlantique Vendée est exposé ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent au Crédit Agricole Atlantique Vendée la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Le Crédit Agricole Atlantique Vendée contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque le Crédit Agricole Atlantique Vendée détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions du Crédit Agricole Atlantique Vendée lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par le Crédit Agricole Atlantique Vendée, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Le Crédit Agricole Atlantique Vendée est présumé avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

➤ **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le Crédit Agricole Atlantique Vendée sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle du Crédit Agricole Atlantique Vendée ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, le Crédit Agricole Atlantique Vendée constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

➤ **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, le Crédit Agricole Atlantique Vendée effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2023 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023".

➤ FCT Crédit Agricole Habitat 2018

Au 31/12/2023, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2018 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 avril 2023 pour un montant total de 1,150 milliards d'euros au niveau Groupe.

➤ FCT Crédit Agricole Habitat 2019

Au 31/12/2023, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2019 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation auto souscrite ayant été débouclée par anticipation le 25 octobre 2023 pour un montant total de 15 milliards d'euros au niveau Groupe.

Au 31/12/2023, Le Crédit Agricole Atlantique Vendée ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des " gains et pertes " réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein du Crédit Agricole Atlantique Vendée est assuré par la Direction des risques. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

Cf. Chapitre « Facteurs de risques – Risques de crédit et de contrepartie »

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

| | Actifs sains | | | | | | Actifs dépréciés (Stage 3) | | Total | |
|--|---|----------------------------------|--|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--|
| | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | | | | | |
| | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (c) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur nette comptable (a) + (b) | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2022 | 824 610 | (298) | - | - | - | - | 824 610 | (298) | 824 311 | |
| Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Transferts de Stage 1 vers Stage 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Retour de Stage 2 vers Stage 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Transferts vers Stage 3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Total après transferts | 824 610 | (298) | - | - | - | - | 824 610 | (298) | 824 311 | |
| Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes | (65 814) | (38) | 10 128 | (332) | - | - | (66 686) | (370) | | |
| Nouvelle production : achat, octroi, origination... (1) | 380 576 | (89) | 10 128 | (332) | - | - | 370 704 | (421) | | |
| Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance... | (427 390) | 151 | - | - | - | - | (427 390) | 151 | | |
| Passages à perte | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période | - | (100) | - | - | - | - | - | (100) | | |
| Changements dans le modèle / méthodologie | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Total | 767 796 | (336) | 10 128 | (332) | - | - | 767 924 | (668) | 767 256 | |
| Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (2) | 266 | - | - | - | - | - | 266 | - | | |
| Au 31 décembre 2023 | 768 062 | (336) | 10 128 | (332) | - | - | 768 190 | (668) | 767 522 | |
| Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |

(1) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(2) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcoûts/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Actifs sains | | | | | | Actifs dépréciés (Stage 3) | | | Total | |
|--|---|----------------------------------|--|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------------|----------------------------------|------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
| | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur nette comptable (a) + (b) |
| | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | | | | | |
| (en milliers d'euros) | | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2022 | 426 074 | - | - | - | - | 5 | - | 426 079 | - | 426 079 | - |
| Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts de Stage 1 vers Stage 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Retour de Stage 2 vers Stage 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts vers Stage 3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total après transferts | 426 074 | - | - | - | - | 5 | - | 426 079 | - | 426 079 | - |
| Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes | 234 024 | - | - | - | - | - | - | 234 024 | - | 234 024 | - |
| Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... (1) | 248 390 | (1) | - | - | - | - | - | 248 390 | (1) | 248 390 | (1) |
| Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance... | (14 366) | 1 | - | - | - | - | - | (14 366) | 1 | (14 366) | 1 |
| Passages à perte | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Changements dans le modèle / méthodologie | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 660 098 | - | - | - | - | 5 | - | 660 103 | - | 660 103 | - |
| Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (2) | (309 974) | - | - | - | - | - | - | (309 974) | - | (309 974) | - |
| Au 31 décembre 2023 | 350 124 | - | - | - | - | 5 | - | 350 129 | - | 350 129 | - |
| Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

(1) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(2) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

| | Actifs sains | | | | | | Actifs dépréciés (Stage 3) | | | Total | | | |
|--|---|----------------------------------|--|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
| | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur nette comptable (a) + (b) |
| | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute | Correction de valeur pour pertes | | | | | | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2022 | 21 614 842 | (66 336) | 1 416 202 | (75 300) | 261 605 | (143 857) | 23 292 649 | (285 193) | 23 007 456 | | | | |
| Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre | (472 099) | (13 681) | 399 280 | 21 635 | 72 819 | (30 259) | - | (22 305) | | | | | |
| Transferts de Stage 1 vers Stage 2 | (1 070 713) | 5 047 | 1 070 713 | (17 882) | | | | (12 835) | | | | | |
| Retour de Stage 2 vers Stage 1 | 644 597 | (19 583) | (644 597) | 33 437 | | | | 13 854 | | | | | |
| Transferts vers Stage 3 (1) | (51 812) | 907 | (39 300) | 6 373 | 91 112 | (33 250) | | (25 970) | | | | | |
| Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1 | 5 829 | (62) | 12 464 | (283) | (18 293) | 2 991 | | 2 646 | | | | | |
| Total après transferts | 21 142 743 | (80 017) | 1 815 482 | (53 665) | 334 424 | (173 816) | 23 292 649 | (307 498) | 22 985 151 | | | | |
| Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes | 1 233 359 | 15 165 | (37 024) | (28 198) | (31 340) | 14 331 | 1 164 995 | 1 298 | | | | | |
| Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... (2) | 4 427 962 | (24 686) | 236 742 | (14 509) | | | 4 664 704 | (39 175) | | | | | |
| Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance... | (3 163 656) | 10 993 | (273 766) | 10 737 | (24 233) | 23 945 | (3 461 655) | 45 675 | | | | | |
| Passages à perte | - | - | - | - | (7 107) | 5 462 | (7 107) | 5 462 | | | | | |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières | - | - | - | 7 | - | 444 | - | 451 | | | | | |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période | 28 638 | - | - | (24 433) | - | (16 961) | - | (12 556) | | | | | |
| Changements dans le modèle / méthodologie | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | | |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | | |
| Autres | (30 947) | - | - | - | - | 1 441 | (30 947) | 1 441 | | | | | |
| Total | 22 376 102 | (64 852) | 1 778 458 | (81 863) | 303 084 | (159 485) | 24 487 644 | (306 200) | 24 181 444 | | | | |
| Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3) | 21 779 | - | (1 124) | - | 3 850 | - | 24 505 | - | | | | | |
| Au 31 décembre 2023 | 22 397 881 | (64 852) | 1 777 334 | (81 863) | 306 934 | (159 485) | 24 482 149 | (306 200) | 24 175 949 | | | | |
| Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | | |

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclure les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Engagements sains | | | | | | Engagements provisionnés (Stage 3) | | | Total | | |
|---|--|----------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------|--|--|
| | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | | | | | | | |
| | Montant de l'engagement | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Montant net de l'engagement (a) + (b) | | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2022 | 2 580 165 | (12 484) | 71 509 | (9 655) | 8 696 | (2 400) | 2 660 370 | (24 539) | 2 635 831 | | | |
| Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre | (39 509) | (3 468) | 38 721 | 2 174 | 788 | (62) | - | (1 346) | - | | | |
| Transferts de Stage 1 vers Stage 2 | (61 119) | 396 | 61 119 | (1 821) | - | - | - | (1 425) | - | | | |
| Retour de Stage 2 vers Stage 1 | 22 590 | (3 873) | (22 590) | 3 998 | - | - | - | 125 | - | | | |
| Transferts vers Stage 3 (1) | (1 145) | 10 | (314) | 5 | 1 459 | (119) | - | (104) | - | | | |
| Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1 | 165 | (1) | 506 | (8) | (671) | 67 | - | 58 | - | | | |
| Total après transferts | 2 540 656 | (15 952) | 110 230 | (7 481) | 9 484 | (2 452) | 2 660 370 | (25 885) | 2 634 485 | | | |
| Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes | (400 815) | 5 177 | (38 970) | 1 993 | 1 044 | (911) | (438 741) | 6 259 | 6 259 | | | |
| Nouveaux engagements donnés (2) | 1 189 275 | (7 080) | 22 363 | (3 152) | - | - | 1 211 638 | (10 232) | - | | | |
| Extinction des engagements | (1 590 093) | 8 196 | (61 333) | 7 146 | (5 036) | 2 471 | (1 656 462) | 17 813 | - | | | |
| Passages à perte | - | - | - | - | (2) | - | (2) | - | - | | | |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | | |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période | - | 4 062 | - | (2 002) | - | (3 382) | - | (1 322) | - | | | |
| Changements dans le modèle / méthodologie | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | | |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | | |
| Autres | 3 | (1) | - | 1 | 6 082 | - | 6 085 | - | - | | | |
| Au 31 décembre 2023 | 2 139 841 | (10 775) | 71 260 | (5 488) | 10 528 | (3 363) | 2 221 629 | (19 626) | 2 202 003 | | | |

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassé directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Engagements sains | | | | | | Engagements provisionnés (Stage 3) | | | Total | | |
|--|--|----------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------|--|--|
| | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | | | | | | | |
| | Montant de l'engagement | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement (e) | Correction de valeur pour pertes (b) | Montant net de l'engagement (a) + (b) | | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2022 | 866 971 | (4 241) | 9 388 | (1 855) | 19 808 | (9 916) | 896 167 | (16 012) | 880 155 | | | |
| Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre | (14 581) | (34) | 14 210 | (1 524) | 371 | (36) | - | (1 594) | | | | |
| Transferts de Stage 1 vers Stage 2 | (16 637) | 221 | 16 637 | (2 393) | - | - | - | (2 172) | | | | |
| Retour de Stage 2 vers Stage 1 | 2 362 | (256) | (2 362) | 868 | - | - | - | 612 | | | | |
| Transferts vers Stage 3 (1) | (306) | 1 | (65) | 1 | 371 | (36) | - | (34) | | | | |
| Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | |
| Total après transferts | 852 390 | (4 275) | 23 598 | (3 379) | 20 179 | (9 952) | 896 167 | (17 606) | 878 561 | | | |
| Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes | 46 049 | 508 | (3 064) | (708) | (2 688) | 567 | 40 297 | 367 | | | | |
| Nouveaux engagements donnés (2) | 143 660 | (1 398) | 3 517 | (719) | - | - | 147 177 | (2 117) | | | | |
| Extinction des engagements | (97 614) | 1 250 | (6 581) | 1 054 | - | - | (104 195) | 2 304 | | | | |
| Passages à perte | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période | - | 656 | - | (1 043) | - | 567 | - | 180 | | | | |
| Changements dans le modèle / méthodologie | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | |
| Autres | 3 | - | - | - | (2 688) | - | (2 685) | - | | | | |
| Au 31 décembre 2023 | 898 439 | (3 767) | 20 534 | (4 087) | 17 491 | (9 385) | 936 464 | (17 239) | 919 225 | | | |

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclasserment directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

| | Au 31 décembre 2023 | | | | | |
|--|---|--|-------------|---------------|--|-------------------|
| | Exposition maximale au risque de crédit | Réduction du risque de crédit | | | | |
| | | Actifs détenus en garantie | | | Autres techniques de rehaussement de crédit | |
| | | Instruments financiers reçus en garantie | Hypothèques | Nantissements | Cautionnements et autres garanties financières | Dérivés de crédit |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte) | 70 977 | - | - | - | 16 667 | - |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 14 323 | - | - | - | - | - |
| Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI | 56 654 | - | - | - | 16 667 | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | - | - | - | - | - | - |
| Instruments dérivés de couverture | 833 478 | - | - | - | - | - |
| Total | 904 455 | - | - | - | 16 667 | - |

| | Au 31 décembre 2022 | | | | | |
|--|---|--|-------------|---------------|--|-------------------|
| | Exposition maximale au risque de crédit | Réduction du risque de crédit | | | | |
| | | Actifs détenus en garantie | | | Autres techniques de rehaussement de crédit | |
| | | Instruments financiers reçus en garantie | Hypothèques | Nantissements | Cautionnements et autres garanties financières | Dérivés de crédit |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte) | 68 466 | - | - | - | 4 635 | - |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 25 229 | - | - | - | - | - |
| Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI | 43 237 | - | - | - | 4 635 | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | - | - | - | - | - | - |
| Instruments dérivés de couverture | 1 266 565 | - | - | - | - | - |
| Total | 1 335 031 | - | - | - | 4 635 | - |

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

| | Au 31 décembre 2023 | | | | | |
|--|---|--|------------------|----------------|--|-------------------|
| | Exposition maximale au risque de crédit | Réduction du risque de crédit | | | | |
| | | Actifs détenus en garantie | | | Autres techniques de rehaussement de crédit | |
| | | Instruments financiers reçus en garantie | Hypothèques | Nantissements | Cautionnements et autres garanties financières | Dérivés de crédit |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers au coût amorti | 25 293 600 | - | 7 856 048 | 974 846 | 10 536 931 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 147 454 | - | 29 767 | 7 092 | 57 285 | - |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) | 350 129 | - | - | - | 215 066 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 5 | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | 24 175 949 | - | 7 856 048 | 974 846 | 9 564 906 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 147 449 | - | 29 767 | 7 092 | 57 285 | - |
| Titres de dettes | 767 522 | - | - | - | 756 959 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Total | 25 293 600 | - | 7 856 048 | 974 846 | 10 536 931 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 147 454 | - | 29 767 | 7 092 | 57 285 | - |

| | Au 31 décembre 2022 | | | | | |
|--|---|--|------------------|----------------|--|-------------------|
| | Exposition maximale au risque de crédit | Réduction du risque de crédit | | | | |
| | | Actifs détenus en garantie | | | Autres techniques de rehaussement de crédit | |
| | | Instruments financiers reçus en garantie | Hypothèques | Nantissements | Cautionnements et autres garanties financières | Dérivés de crédit |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers au coût amorti | 24 257 847 | - | 7 571 269 | 842 678 | 9 864 668 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 118 053 | - | 28 055 | 3 999 | 53 872 | - |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) | 426 079 | - | - | - | - | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 5 | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | 23 007 456 | - | 7 571 269 | 842 678 | 9 042 000 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 118 048 | - | 28 055 | 3 999 | 53 872 | - |
| Titres de dettes | 824 312 | - | - | - | 822 668 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | - | - | - | - | - | - |
| Total | 24 257 847 | - | 7 571 269 | 842 678 | 9 864 668 | - |
| dont : actifs dépréciés en date de clôture | 118 053 | - | 28 055 | 3 999 | 53 872 | - |

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

| | Au 31 décembre 2023 | | | | | |
|--|---|--|----------------|---------------|---|-------------------|
| | Exposition maximale au risque de crédit | Réduction du risque de crédit | | | | |
| | | Actifs détenus en garantie | | | Autres techniques de rehaussement de crédit | |
| | | Instruments financiers reçus en garantie | Hypothèques | Nantissements | Cautiionnements et autres garanties financières | Dérivés de crédit |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) | 919 225 | - | - | - | - | - |
| dont : engagements provisionnés en date de clôture | 8 106 | - | - | - | - | - |
| Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) | 2 202 003 | - | 137 996 | 59 984 | 259 157 | - |
| dont : engagements provisionnés en date de clôture | 7 165 | - | 283 | 3 982 | 429 | - |
| Total | 3 121 228 | - | 137 996 | 59 984 | 259 157 | - |
| dont : engagements provisionnés en date de clôture | 15 271 | - | 283 | 3 982 | 429 | - |

| | Au 31 décembre 2022 | | | | | |
|--|---|--|----------------|---------------|---|-------------------|
| | Exposition maximale au risque de crédit | Réduction du risque de crédit | | | | |
| | | Actifs détenus en garantie | | | Autres techniques de rehaussement de crédit | |
| | | Instruments financiers reçus en garantie | Hypothèques | Nantissements | Cautiionnements et autres garanties financières | Dérivés de crédit |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) | 880 155 | - | - | - | - | - |
| dont : engagements provisionnés en date de clôture | 9 892 | - | - | - | - | - |
| Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) | 2 635 831 | - | 171 212 | 49 244 | 304 339 | - |
| dont : engagements provisionnés en date de clôture | 6 296 | - | 272 | 1 032 | 580 | - |
| Total | 3 515 986 | - | 171 212 | 49 244 | 304 339 | - |
| dont : engagements provisionnés en date de clôture | 16 188 | - | 272 | 1 032 | 580 | - |

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles le Crédit Agricole Atlantique Vendée a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

| | 2023 | | |
|---|---|--|-------------------------------|
| | Actifs sains | | Actifs dépréciés (Stage 3) |
| | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | - | - | - |
| Valeur comptable brute avant modification | - | - | - |
| Gains ou pertes nets de la modification | - | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | 76 | 26 | 3 040 |
| Valeur comptable brute avant modification | 76 | 26 | 3 040 |
| Gains ou pertes nets de la modification | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - |
| Valeur comptable brute avant modification | - | - | - |
| Gains ou pertes nets de la modification | - | - | - |

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains).

Au cours de la période, aucun actif n'a fait l'objet d'un reclassement en actif sain.

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit".

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | | Au 31 décembre 2023 | | | | Au 31 décembre 2022 | | | |
|---|-----------------|---|--|----------------------------|-------------------|---|--|----------------------------|-------------------|
| | | Valeur comptable | | | | Valeur comptable | | | |
| | | Actifs sains | | Actifs dépréciés (Stage 3) | Total | Actifs sains | | Actifs dépréciés (Stage 3) | Total |
| | | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> Clientèle de détail | PD ≤ 0,5% | 15 639 448 | 218 813 | | 15 858 261 | 15 032 544 | 85 359 | | 15 117 903 |
| | 0,5% < PD ≤ 2% | 1 383 939 | 665 930 | | 2 049 869 | 1 453 711 | 580 527 | | 2 034 238 |
| | 2% < PD ≤ 20% | 484 254 | 583 228 | | 1 067 482 | 487 746 | 530 782 | | 1 018 528 |
| | 20% < PD < 100% | | 24 886 | | 24 886 | | 28 014 | | 28 014 |
| | PD = 100% | | | 188 736 | 188 736 | | | 177 282 | 177 282 |
| Total Clientèle de détail | | 17 507 641 | 1 492 857 | 188 736 | 19 189 234 | 16 974 001 | 1 224 682 | 177 282 | 18 375 965 |
| Hors clientèle de détail | PD ≤ 0,6% | 4 486 058 | 37 350 | | 4 523 408 | 4 531 359 | 21 922 | | 4 553 281 |
| | 0,6% < PD < 12% | 1 512 368 | 219 955 | | 1 732 323 | 1 360 166 | 120 414 | | 1 480 580 |
| | 12% ≤ PD < 100% | | 37 300 | | 37 300 | | 49 184 | | 49 184 |
| | PD = 100% | | | 118 203 | 118 203 | | | 84 328 | 84 328 |
| Total Hors clientèle de détail | | 5 998 426 | 294 605 | 118 203 | 6 411 234 | 5 891 525 | 191 520 | 84 328 | 6 167 373 |
| Dépréciations | | (65 188) | (82 195) | (159 485) | (306 868) | (66 634) | (75 300) | (143 557) | (285 491) |
| Total | | 23 440 879 | 1 705 267 | 147 454 | 25 293 600 | 22 798 892 | 1 340 902 | 118 053 | 24 257 847 |

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Catégories de risque de crédit | Au 31 décembre 2023 | | | | Au 31 décembre 2022 | | | | |
|---------------------------------------|--------------------------------|--|---|---|------------------------------------|-------------------------|--|---|------------------------------------|-------|
| | | Montant de l'engagement | | | | Montant de l'engagement | | | | |
| | | Engagements sains | | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total | Engagements sains | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total |
| | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | |
| Clientèle de détail | PD ≤ 0,5% | 825 854 | 4 314 | | 830 168 | 1 157 817 | 804 | | 1 158 621 | |
| | 0,5% < PD ≤ 2% | 92 928 | 12 936 | | 105 864 | 129 543 | 11 935 | | 141 478 | |
| | 2% < PD ≤ 20% | 55 915 | 16 120 | | 72 035 | 51 500 | 15 358 | | 66 858 | |
| | 20% < PD < 100% | | 594 | | 594 | | 6 773 | | 6 773 | |
| | PD = 100% | | | 2 127 | 2 127 | | | 2 357 | 2 357 | |
| Total Clientèle de détail | | 974 697 | 33 964 | 2 127 | 1 010 788 | 1 338 860 | 34 870 | 2 357 | 1 376 087 | |
| Hors clientèle de détail | PD ≤ 0,6% | 845 851 | 6 716 | | 852 567 | 910 644 | 6 923 | | 917 567 | |
| | 0,6% < PD < 12% | 319 293 | 27 661 | | 346 954 | 330 661 | 24 626 | | 355 287 | |
| | 12% ≤ PD < 100% | | 2 919 | | 2 919 | | 5 090 | | 5 090 | |
| | PD = 100% | | | 8 401 | 8 401 | | | 6 339 | 6 339 | |
| Total Hors clientèle de détail | | 1 165 144 | 37 296 | 8 401 | 1 210 841 | 1 241 305 | 36 639 | 6 339 | 1 284 283 | |
| Provisions (1) | | (10 775) | (5 488) | (3 363) | (19 626) | (12 484) | (9 655) | (2 400) | (24 539) | |
| Total | | 2 129 066 | 65 772 | 7 165 | 2 202 003 | 2 567 681 | 61 854 | 6 296 | 2 635 831 | |

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| (en milliers d'euros) | Catégories de risque de crédit | Au 31 décembre 2023 | | | | Au 31 décembre 2022 | | | | |
|---------------------------------------|--------------------------------|--|---|---|------------------------------------|-------------------------|--|---|------------------------------------|-------|
| | | Montant de l'engagement | | | | Montant de l'engagement | | | | |
| | | Engagements sains | | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total | Engagements sains | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total |
| | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | |
| Clientèle de détail | PD ≤ 0,5% | 19 678 | 151 | | 19 829 | 18 479 | - | | 18 479 | |
| | 0,5% < PD ≤ 2% | 3 591 | 427 | | 4 018 | 4 297 | 217 | | 4 514 | |
| | 2% < PD ≤ 20% | 1 480 | 644 | | 2 124 | 1 250 | 866 | | 2 116 | |
| | 20% < PD < 100% | | - | | - | | - | | - | |
| | PD = 100% | | | 2 082 | 2 082 | | | 6 471 | 6 471 | |
| Total Clientèle de détail | | 24 749 | 1 222 | 2 082 | 28 053 | 24 026 | 1 083 | 6 471 | 31 580 | |
| Hors clientèle de détail | PD ≤ 0,6% | 743 733 | 3 468 | | 747 201 | 720 739 | 4 268 | | 725 007 | |
| | 0,6% < PD < 12% | 129 957 | 15 508 | | 145 465 | 122 206 | 2 022 | | 124 228 | |
| | 12% ≤ PD < 100% | | 336 | | 336 | | 2 015 | | 2 015 | |
| | PD = 100% | | | 15 409 | 15 409 | | | 13 337 | 13 337 | |
| Total Hors clientèle de détail | | 873 690 | 19 312 | 15 409 | 908 411 | 842 945 | 8 305 | 13 337 | 864 587 | |
| Provisions (1) | | (3 767) | (4 087) | (9 385) | (17 239) | (4 241) | (1 855) | (9 916) | (16 012) | |
| TOTAL | | 894 672 | 16 447 | 8 106 | 919 225 | 862 730 | 7 533 | 9 892 | 880 155 | |

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2023 | | | | | | | Au 31 décembre 2022 | | | | | | | |
|--------------------------|---|--|--|--|----------------------------|--|------------------|---|--|--|--|----------------------------|--|------------------|-------------------|
| | Valeur comptable | | | | | | | Valeur comptable | | | | | | | |
| | Actifs sains | | | | Actifs dépréciés (Stage 3) | Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3 | Total brut | Actifs sains | | | | Actifs dépréciés (Stage 3) | Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3 | Total brut | |
| | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1 | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2 | | | | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1 | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2 | | | | |
| Administration générale | 1 271 694 | (750) | 802 | (11) | - | - | 1 272 496 | 1 321 096 | (593) | - | - | - | - | 1 321 096 | |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Etablissements de crédit | 447 206 | (180) | - | - | 5 | - | 447 211 | 515 800 | (39) | - | - | 5 | - | 515 805 | |
| Grandes entreprises | 4 279 526 | (42 619) | 293 803 | (30 732) | 118 198 | (58 688) | 4 691 527 | 4 054 629 | (39 965) | 191 520 | (24 954) | 84 323 | (46 111) | 4 330 472 | |
| Clientèle de détail | 17 507 641 | (21 639) | 1 492 857 | (51 452) | 188 736 | (100 797) | 19 189 234 | 16 974 001 | (26 037) | 1 224 682 | (50 346) | 177 282 | (97 446) | 18 375 965 | |
| Total | | 23 506 067 | (66 188) | 1 787 462 | (82 195) | 306 939 | (159 485) | 25 600 468 | 22 865 526 | (66 634) | 1 416 202 | (75 300) | 261 610 | (143 557) | 24 543 338 |

Dettes envers la clientèle par agent économique

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|------------------|------------------|
| Administration générale | 4 848 | 5 700 |
| Grandes entreprises | 4 029 464 | 3 755 461 |
| Clientèle de détail | 4 542 563 | 4 175 526 |
| Total Dettes envers la clientèle | 8 576 875 | 7 936 687 |

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Au 31 décembre 2023 | | | | | | | Au 31 décembre 2022 | | | | | | | |
|--------------------------|--|---|---|---|------------------------------------|---|------------------|--|---|---|---|------------------------------------|---|------------------|---------|
| | Montant de l'engagement | | | | | | | Montant de l'engagement | | | | | | | |
| | Engagements sains | | | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3) | Total brut | Engagements sains | | | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3) | Total brut | |
| | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1) | | | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1) | | | | |
| (en milliers d'euros) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Administration générale | 94 456 | (44) | - | - | - | - | 94 456 | 112 385 | (51) | - | - | - | - | - | 112 385 |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | 1 070 688 | (8 022) | 37 296 | (2 886) | 6 401 | (2 926) | 1 116 385 | 1 128 920 | (9 076) | 36 639 | (3 360) | 6 339 | (2 400) | 1 171 898 | |
| Clientèle de détail | 974 697 | (2 709) | 33 964 | (2 602) | 2 127 | (437) | 1 010 788 | 1 338 860 | (3 357) | 34 870 | (6 295) | 2 357 | - | 1 376 087 | |
| Total | 2 139 841 | (10 775) | 71 260 | (5 488) | 10 528 | (3 363) | 2 221 629 | 2 580 165 | (12 484) | 71 509 | (9 655) | 8 696 | (2 400) | 2 660 370 | |

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Au 31 décembre 2023 | | | | | | | Au 31 décembre 2022 | | | | | | | |
|--------------------------|--|---|---|---|------------------------------------|---|----------------|--|---|---|---|------------------------------------|---|----------------|---|
| | Montant de l'engagement | | | | | | | Montant de l'engagement | | | | | | | |
| | Engagements sains | | | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3) | Total brut | Engagements sains | | | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3) | Total brut | |
| | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1) | | | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1) | | | | |
| (en milliers d'euros) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Administration générale | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | 873 690 | (3 627) | 19 312 | (3 861) | 15 409 | (9 354) | 908 411 | 842 945 | (4 060) | 8 305 | (1 530) | 13 337 | (9 885) | 864 587 | |
| Clientèle de détail | 24 749 | (140) | 1 222 | (226) | 2 082 | (31) | 28 053 | 24 026 | (181) | 1 083 | (325) | 6 471 | (31) | 31 580 | |
| Total | 898 439 | (3 767) | 20 534 | (4 087) | 17 491 | (9 385) | 936 464 | 866 971 | (4 241) | 9 388 | (1 855) | 19 808 | (9 916) | 896 167 | |

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Au 31 décembre 2023 | | | | Au 31 décembre 2022 | | | |
|-----------------------------------|---|--|----------------------------|-------------------|---|--|----------------------------|-------------------|
| | Valeur comptable | | | | Valeur comptable | | | |
| | Actifs sains | | Actifs dépréciés (Stage 3) | Total | Actifs sains | | Actifs dépréciés (Stage 3) | Total |
| | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| France (y compris DROM-COM) | 23 281 491 | 1 781 356 | 306 683 | 25 369 530 | 22 635 271 | 1 413 676 | 261 199 | 24 310 146 |
| Autres pays de l'Union européenne | 175 683 | 1 214 | 42 | 176 939 | 192 886 | 1 835 | 172 | 194 893 |
| Autres pays d'Europe | 5 633 | 489 | 9 | 6 131 | 11 728 | 48 | 12 | 11 788 |
| Amérique du Nord | 12 265 | - | 201 | 12 466 | 7 272 | 3 | 222 | 7 497 |
| Amériques centrale et du Sud | 2 729 | 4 276 | - | 7 005 | 7 774 | 573 | - | 8 347 |
| Afrique et Moyen-Orient | 5 189 | 125 | 4 | 5 318 | 4 894 | 65 | 5 | 4 964 |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 4 944 | 2 | - | 4 946 | 5 603 | 2 | - | 5 605 |
| Japon | 81 | - | - | 81 | 98 | - | - | 98 |
| Organismes supra-nationaux | 18 052 | - | - | 18 052 | - | - | - | - |
| Dépréciations | (65 188) | (82 195) | (159 485) | (306 868) | (66 634) | (75 300) | (143 557) | (285 491) |
| Total | 23 440 879 | 1 705 267 | 147 454 | 25 293 600 | 22 798 892 | 1 340 902 | 118 053 | 24 257 847 |

Dettes envers la clientèle par zone géographique

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|------------------|------------------|
| France (y compris DROM-COM) | 8 516 675 | 7 889 397 |
| Autres pays de l'Union européenne | 19 538 | 15 666 |
| Autres pays d'Europe | 13 594 | 11 598 |
| Amérique du Nord | 15 957 | 8 194 |
| Amériques centrale et du Sud | 1 291 | 953 |
| Afrique et Moyen-Orient | 4 222 | 4 400 |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 5 523 | 6 371 |
| Japon | 75 | 108 |
| Organismes supra-nationaux | - | - |
| Total Dettes envers la clientèle | 8 576 875 | 7 936 687 |

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Au 31 décembre 2023 | Au 31 décembre 2022 |
|--|---------------------|---------------------|
| | | |

| | Montant de l'engagement | | | | Montant de l'engagement | | | |
|-----------------------------------|--|---|------------------------------------|------------------|--|---|------------------------------------|------------------|
| | Engagements sains | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total | Engagements sains | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total |
| | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| France (y compris DROM-COM) | 2 137 456 | 70 948 | 10 526 | 2 218 930 | 2 577 348 | 71 230 | 8 694 | 2 657 272 |
| Autres pays de l'Union européenne | 1 592 | 13 | - | 1 605 | 1 385 | 259 | - | 1 644 |
| Autres pays d'Europe | 143 | 284 | - | 427 | 448 | 11 | - | 459 |
| Amérique du Nord | 94 | 2 | 1 | 97 | 77 | 5 | 2 | 84 |
| Amériques centrale et du Sud | 7 | 5 | - | 12 | 212 | 1 | - | 213 |
| Afrique et Moyen-Orient | 516 | 6 | 1 | 523 | 565 | 2 | - | 567 |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 31 | 2 | - | 33 | 127 | 1 | - | 128 |
| Japon | 2 | - | - | 2 | 3 | - | - | 3 |
| Organismes supra-nationaux | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions (1) | (10 775) | (5 488) | (3 363) | (19 626) | (12 484) | (9 655) | (2 400) | (24 539) |
| Total | 2 129 066 | 65 772 | 7 165 | 2 202 003 | 2 567 681 | 61 854 | 6 296 | 2 635 831 |

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| | Au 31 décembre 2023 | | | | Au 31 décembre 2022 | | | |
|-----------------------------------|--|---|------------------------------------|-----------------|--|---|------------------------------------|-----------------|
| | Montant de l'engagement | | | | Montant de l'engagement | | | |
| | Engagements sains | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total | Engagements sains | | Engagements provisionnés (Stage 3) | Total |
| | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) | Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| France (y compris DROM-COM) | 897 924 | 20 534 | 17 491 | 935 949 | 865 729 | 9 388 | 19 808 | 894 925 |
| Autres pays de l'Union européenne | 13 | - | - | 13 | 740 | - | - | 740 |
| Autres pays d'Europe | 2 | - | - | 2 | 2 | - | - | 2 |
| Amérique du Nord | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Amériques centrale et du Sud | 500 | - | - | 500 | 500 | - | - | 500 |
| Afrique et Moyen-Orient | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Asie et Océanie (hors Japon) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Japon | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Organismes supra-nationaux | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions (1) | (3 767) | (4 087) | (9 385) | (17 239) | (4 241) | (1 855) | (9 916) | (16 012) |
| Total | 894 672 | 16 447 | 8 106 | 919 225 | 862 730 | 7 533 | 9 892 | 880 155 |

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

| | Valeur comptable au 31 décembre 2023 | | | | | | | | |
|------------------------------|--|-------------------------|------------|---|-------------------------|------------|----------------------------|-------------------------|---------------|
| | Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1) | | | Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2) | | | Actifs dépréciés (Stage 3) | | |
| | ≤ 30 jours | > 30 jours à ≤ 90 jours | > 90 jours | ≤ 30 jours | > 30 jours à ≤ 90 jours | > 90 jours | ≤ 30 jours | > 30 jours à ≤ 90 jours | > 90 jours |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Administration générale | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Clientèle de détail | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | 127 026 | 4 478 | - | 41 828 | 12 485 | - | 3 818 | 7 188 | 60 695 |
| Administration générale | 38 934 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Grandes entreprises | 52 804 | 154 | - | 6 973 | 2 049 | - | 591 | 2 475 | 20 951 |
| Clientèle de détail | 35 288 | 4 324 | - | 34 855 | 10 436 | - | 3 227 | 4 713 | 39 739 |
| Total | 127 026 | 4 478 | - | 41 828 | 12 485 | - | 3 818 | 7 188 | 60 695 |

| | Valeur comptable au 31 décembre 2022 | | | | | | | | |
|------------------------------|--|-------------------------|------------|---|-------------------------|------------|----------------------------|-------------------------|---------------|
| | Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1) | | | Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2) | | | Actifs dépréciés (Stage 3) | | |
| | ≤ 30 jours | > 30 jours à ≤ 90 jours | > 90 jours | ≤ 30 jours | > 30 jours à ≤ 90 jours | > 90 jours | ≤ 30 jours | > 30 jours à ≤ 90 jours | > 90 jours |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Administration générale | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Clientèle de détail | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | 95 576 | 1 924 | - | 21 378 | 8 368 | 10 | 6 680 | 2 652 | 46 470 |
| Administration générale | 46 200 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Grandes entreprises | 24 721 | 921 | - | 4 622 | 1 947 | - | 2 999 | 422 | 12 164 |
| Clientèle de détail | 24 655 | 1 003 | - | 16 756 | 6 421 | 10 | 3 681 | 2 230 | 34 301 |
| Total | 95 576 | 1 924 | - | 21 378 | 8 368 | 10 | 6 680 | 2 652 | 46 470 |

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du Crédit Agricole Atlantique Vendée au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

| 31/12/2023 <i>(en milliers d'euros)</i> | Expositions nettes de dépréciations | | | | | | |
|--|---|---|--|----------------------------------|---|-------------|--|
| | Actifs financiers à la juste valeur par résultat | | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | Actifs financiers au coût amorti | Total activité banque brut de couvertures | Couvertures | Total activité banque net de couvertures |
| | Actifs financiers détenus à des fins de transaction | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat | | | | | |
| Arabie Saoudite | - | - | - | - | - | - | - |
| Argentine | - | - | - | - | - | - | - |
| Belgique | - | - | - | 37 033 | 37 033 | - | 37 033 |
| Brésil | - | - | - | - | - | - | - |
| Chine | - | - | - | - | - | - | - |
| Egypte | - | - | - | - | - | - | - |
| Espagne | - | - | - | - | - | - | - |
| Etats-Unis | - | - | - | - | - | - | - |
| France | - | - | - | 252 723 | 252 723 | - | 252 723 |
| Hong Kong | - | - | - | - | - | - | - |
| Israël | - | - | - | - | - | - | - |
| Italie | - | - | - | - | - | - | - |
| Japon | - | - | - | - | - | - | - |
| Pologne | - | - | - | - | - | - | - |
| Royaume-Uni | - | - | - | - | - | - | - |
| Russie | - | - | - | - | - | - | - |
| Taiwan | - | - | - | - | - | - | - |
| Turquie | - | - | - | - | - | - | - |
| Ukraine | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres pays souverains | - | - | - | 7 035 | 7 035 | - | 7 035 |
| Total | - | - | - | 296 791 | 296 791 | - | 296 791 |

| 31/12/2022 (en milliers d'euros) | Expositions nettes de dépréciations | | | | | | |
|---|---|---|--|----------------------------------|---|-------------|--|
| | Actifs financiers à la juste valeur par résultat | | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | Actifs financiers au coût amorti | Total activité banque brut de couvertures | Couvertures | Total activité banque net de couvertures |
| | Actifs financiers détenus à des fins de transaction | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat | | | | | |
| Arabie Saoudite | - | - | - | - | - | - | - |
| Argentine | | | | | | | |
| Belgique | - | - | - | 17 030 | 17 030 | - | 17 030 |
| Brésil | - | - | - | - | - | - | - |
| Chine | - | - | - | - | - | - | - |
| Egypte | - | - | - | - | - | - | - |
| Espagne | - | - | - | - | - | - | - |
| Etats-Unis | - | - | - | - | - | - | - |
| France | - | - | - | 358 718 | 358 718 | - | 358 718 |
| Hong Kong | - | - | - | - | - | - | - |
| Israël | - | - | - | - | - | - | - |
| Italie | - | - | - | - | - | - | - |
| Japon | - | - | - | - | - | - | - |
| Pologne | - | - | - | - | - | - | - |
| Royaume-Uni | - | - | - | - | - | - | - |
| Russie | - | - | - | - | - | - | - |
| Taiwan | - | - | - | - | - | - | - |
| Turquie | - | - | - | - | - | - | - |
| Ukraine | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres pays souverains | - | - | - | 7 356 | 7 356 | - | 7 356 |
| Total | - | - | - | 383 104 | 383 104 | - | 383 104 |

3.3 Risque de marché

Les risques de marché sont abordés dans le rapport de gestion (Cf. 5.3.5 – Risques de marché).

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

| | 31/12/2023 | | | |
|---|--|------------------|----------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 15 074 | 228 683 | 589 721 | 833 478 |
| Instruments de devises | - | - | - | - |
| Autres instruments | - | - | - | - |
| Sous-total | 15 074 | 228 683 | 589 721 | 833 478 |
| Opérations de change à terme | - | - | - | - |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif | 15 074 | 228 683 | 589 721 | 833 478 |

| | 31/12/2022 | | | |
|---|--|------------------|----------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 22 625 | 246 009 | 997 931 | 1 266 565 |
| Instruments de devises | - | - | - | - |
| Autres instruments | - | - | - | - |
| Sous-total | 22 625 | 246 009 | 997 931 | 1 266 565 |
| Opérations de change à terme | - | - | - | - |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif | 22 625 | 246 009 | 997 931 | 1 266 565 |

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

| | 31/12/2023 | | | |
|--|--|------------------|----------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | - | 37 115 | 138 344 | 175 459 |
| Instruments de devises | - | - | - | - |
| Autres instruments | - | - | - | - |
| Sous-total | - | 37 115 | 138 344 | 175 459 |
| Opérations de change à terme | - | - | - | - |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif | - | 37 115 | 138 344 | 175 459 |

| | 31/12/2022 | | | |
|--|--|------------------|---------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 2 | 308 | 16 078 | 16 388 |
| Instruments de devises | - | - | - | - |
| Autres instruments | - | - | - | - |
| Sous-total | 2 | 308 | 16 078 | 16 388 |
| Opérations de change à terme | - | - | - | - |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif | 2 | 308 | 16 078 | 16 388 |

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

| | 31/12/2023 | | | |
|--|--|------------------|---------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 408 | (9 270) | 21 395 | 12 533 |
| Instruments de devises et or | 766 | - | - | 766 |
| Autres instruments | 659 | - | - | 659 |
| Sous-total | 1 833 | (9 270) | 21 395 | 13 958 |
| Opérations de change à terme | 362 | 3 | - | 365 |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif | 2 195 | (9 267) | 21 395 | 14 323 |

| | 31/12/2022 | | | |
|--|--|------------------|---------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 398 | 2 412 | 19 515 | 22 325 |
| Instruments de devises et or | 1 205 | - | - | 1 205 |
| Autres instruments | 157 | - | - | 157 |
| Sous-total | 1 760 | 2 412 | 19 515 | 23 687 |
| Opérations de change à terme | 1 529 | 13 | - | 1 542 |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif | 3 289 | 2 425 | 19 515 | 25 229 |

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

| | 31/12/2023 | | | |
|---|--|------------------|---------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 390 | (8 953) | 19 514 | 10 951 |
| Instruments de devises et or | 766 | - | - | 766 |
| Autres instruments | 347 | - | 16 | 363 |
| Sous-total | 1 503 | (8 953) | 19 530 | 12 080 |
| Opérations de change à terme | 345 | 2 | - | 347 |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif | 1 848 | (8 951) | 19 530 | 12 427 |

| | 31/12/2022 | | | |
|---|--|------------------|---------------|---------------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total en valeur de marché |
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 398 | 2 412 | 19 593 | 22 403 |
| Instruments de devises et or | 893 | - | 312 | 1 205 |
| Autres instruments | 291 | - | 19 | 310 |
| Sous-total | 1 582 | 2 412 | 19 924 | 23 918 |
| Opérations de change à terme | 1 487 | 12 | - | 1 499 |
| Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif | 3 069 | 2 424 | 19 924 | 25 417 |

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

| | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Total encours notionnel | Total encours notionnel |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 14 117 109 | 11 935 875 |
| Instruments de devises et or | 124 914 | 140 794 |
| Autres instruments | 164 | 164 |
| Sous-total | 14 242 187 | 12 076 833 |
| Opérations de change à terme | 41 481 | 149 785 |
| Total Notionnels | 14 283 668 | 12 226 618 |

Risque de change

Le risque de change est abordé dans le rapport de gestion (Cf. 5.3.6 – Gestion du bilan).

3.4 Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est abordé dans le rapport de gestion (Cf. 5.3.6 – Gestion du bilan).

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | | | |
|--|------------------|-------------------|------------------|-------------------|---------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | Total |
| Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole) | 1 649 160 | 15 184 | 1 307 936 | 124 288 | - | 3 096 568 |
| Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement) | 1 012 276 | 2 080 030 | 7 698 267 | 13 647 474 | 44 102 | 24 482 149 |
| Total | 2 661 436 | 2 095 214 | 9 006 203 | 13 771 762 | 44 102 | 27 578 717 |
| Dépréciations | | | | | | (306 200) |
| Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | | | | | | 27 272 517 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2022 | | | | | |
|--|------------------|-------------------|------------------|-------------------|---------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | Total |
| Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole) | 2 419 878 | 307 160 | 2 273 901 | 56 418 | - | 5 057 357 |
| Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement) | 1 005 463 | 2 014 052 | 7 365 043 | 12 855 122 | 52 969 | 23 292 649 |
| Total | 3 425 341 | 2 321 212 | 9 638 944 | 12 911 540 | 52 969 | 28 350 006 |
| Dépréciations | | | | | | (285 193) |
| Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | | | | | | 28 064 813 |

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | | | |
|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|--------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | Total |
| Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole) | 1 832 542 | 2 427 293 | 8 980 072 | 3 857 908 | 2 | 17 097 817 |
| Dettes envers la clientèle | 6 650 064 | 707 319 | 908 144 | 311 348 | - | 8 576 875 |
| Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 8 482 606 | 3 134 612 | 9 888 216 | 4 169 256 | 2 | 25 674 692 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2022 | | | | | |
|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|--------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | Total |
| Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole) | 1 249 215 | 3 577 918 | 9 083 782 | 3 681 027 | 1 | 17 591 943 |
| Dettes envers la clientèle | 7 129 995 | 160 450 | 567 996 | 78 246 | - | 7 936 687 |
| Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 8 379 210 | 3 738 368 | 9 651 778 | 3 759 273 | 1 | 25 528 630 |

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

| | 31/12/2023 | | | | | |
|---|----------------|-------------------|------------------|---------------|--------------|----------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | Total |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Dettes représentées par un titre | | | | | | |
| Bons de caisse | - | - | - | - | - | - |
| Titres du marché interbancaire | - | - | - | - | - | - |
| Titres de créances négociables | 168 695 | 197 427 | 1 650 | - | - | 367 772 |
| Emprunts obligataires | 534 | - | - | 62 676 | - | 63 210 |
| Autres dettes représentées par un titre | - | - | - | - | - | - |
| Total Dettes représentées par un titre | 169 229 | 197 427 | 1 650 | 62 676 | - | 430 982 |
| Dettes subordonnées | | | | | | |
| Dettes subordonnées à durée déterminée | - | - | - | - | - | - |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | - | - | - | - | - | - |
| Titres et emprunts participatifs | - | - | - | - | - | - |
| Total Dettes subordonnées | - | - | - | - | - | - |

| | 31/12/2022 | | | | | |
|---|----------------|-------------------|------------------|---------------|--------------|----------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | Total |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Dettes représentées par un titre | | | | | | |
| Bons de caisse | - | - | - | - | - | - |
| Titres du marché interbancaire | - | - | - | - | - | - |
| Titres de créances négociables | 204 357 | 290 832 | 2 250 | - | - | 497 439 |
| Emprunts obligataires | 278 | - | - | 98 701 | - | 98 979 |
| Autres dettes représentées par un titre | - | - | - | - | - | - |
| Total Dettes représentées par un titre | 204 635 | 290 832 | 2 250 | 98 701 | - | 596 418 |
| Dettes subordonnées | | | | | | |
| Dettes subordonnées à durée déterminée | - | - | - | - | - | - |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | - | - | - | - | - | - |
| Titres et emprunts participatifs | - | - | - | - | - | - |
| Total Dettes subordonnées | 1 | - | - | - | - | 1 |

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | | | Total |
|-------------------------------|------------|-------------------|------------------|---------|--------------|--------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | |
| Garanties financières données | 37 178 | - | - | - | - | 37 178 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2022 | | | | | Total |
|-------------------------------|------------|-------------------|------------------|---------|--------------|--------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | |
| Garanties financières données | 40 864 | - | - | - | - | 40 864 |

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 "Risque de marché".

3.5 Comptabilité de couverture

Cf. Note 3.3 "Risque de marché" et Chapitre "Gestion des risques – Gestion du bilan".

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|---|------------------|----------|-------------------|------------------|----------|-------------------|
| | Valeur de marché | | Montant notionnel | Valeur de marché | | Montant notionnel |
| | Positive | Négative | | Positive | Négative | |
| Couverture de juste valeur | 833 478 | 175 459 | 13 081 643 | 1 266 565 | 16 388 | 11 377 383 |
| Couverture de flux de trésorerie | - | - | - | - | - | - |
| Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger | - | - | - | - | - | - |
| Total Instruments dérivés de couverture | 833 478 | 175 459 | 13 081 643 | 1 266 565 | 16 388 | 11 377 383 |

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

L'augmentation des taux de marché entraîne d'une part un risque de diminution des encours de dépôts à vue vers des produits d'épargne réglementés ou non ou des produits d'épargne non représentatifs d'une comptabilisation au bilan de l'établissement et d'autre part des modifications dans les lois d'écoulement des passifs financiers.

Le groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1er août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivé détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de sa la portion couverte initialement.

Au 31 décembre 2023, le MtM des dérivés de couverture ayant été déqualifiés suite à cet arrêté s'élève à 1 639 milliers d'euros. L'impact au compte de résultat de cette déqualification s'élève à -1 175 milliers d'euros.

Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

| | 31/12/2023 | | | |
|--|--|------------------|------------------|-------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total notionnel |
| | ≤1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 1 267 463 | 4 839 194 | 6 974 986 | 13 081 643 |
| Instruments de devises | - | - | - | - |
| Autres instruments | - | - | - | - |
| Sous-total | 1 267 463 | 4 839 194 | 6 974 986 | 13 081 643 |
| Opérations de change à terme | - | - | - | - |
| Total Notionnel des instruments dérivés de couverture | 1 267 463 | 4 839 194 | 6 974 986 | 13 081 643 |

| | 31/12/2022 | | | |
|--|--|------------------|------------------|-------------------|
| | Opérations sur marchés organisés et de gré à gré | | | Total notionnel |
| | ≤1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt | 1 581 393 | 3 713 954 | 6 082 036 | 11 377 383 |
| Instruments de devises | - | - | - | - |
| Autres instruments | - | - | - | - |
| Sous-total | 1 581 393 | 3 713 954 | 6 082 036 | 11 377 383 |
| Opérations de change à terme | - | - | - | - |
| Total Notionnel des instruments dérivés de couverture | 1 581 393 | 3 713 954 | 6 082 036 | 11 377 383 |

La note 3.3 "Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

➤ **Couverture de juste valeur**

Instruments dérivés de couverture

| | 31/12/2023 | | | | 31/12/2022 | | | |
|--|------------------|----------------|---|-------------------|------------------|---------------|---|-------------------|
| | Valeur comptable | | Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période) | Montant notionnel | Valeur comptable | | Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période) | Montant notionnel |
| | Actif | Passif | | | Actif | Passif | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Couverture de juste valeur | | | | | | | | |
| Marchés organisés et de gré à gré | 34 953 | 11 233 | (20 575) | 508 559 | 50 074 | 7 037 | 72 707 | 475 966 |
| Taux d'intérêt | 34 953 | 11 233 | (20 575) | 508 559 | 50 074 | 7 037 | 72 707 | 475 966 |
| Change | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des micro-couvertures de juste valeur | 34 953 | 11 233 | (20 575) | 508 559 | 50 074 | 7 037 | 72 707 | 475 966 |
| Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 798 525 | 164 226 | (600 792) | 12 573 084 | 1 216 491 | 9 351 | 1 261 911 | 10 901 417 |
| Total couverture de juste valeur | 833 478 | 175 459 | (621 367) | 13 081 643 | 1 266 565 | 16 388 | 1 334 618 | 11 377 383 |

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

| Micro-couvertures | 31/12/2023 | | | | 31/12/2022 | | | |
|--|------------------------|--|--|---|------------------------|--|--|---|
| | Couvertures existantes | | Couvertures ayant cessé | Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période) | Couvertures existantes | | Couvertures ayant cessé | Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période) |
| | Valeur comptable | Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture | Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler | | Valeur comptable | Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture | Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Taux d'intérêt | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Change | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | 482 793 | (22 433) | - | 20 610 | 429 682 | (42 951) | - | (72 215) |
| Taux d'intérêt | 482 793 | (22 433) | - | 20 610 | 429 682 | (42 951) | - | (72 215) |
| Change | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif | 482 793 | (22 433) | - | 20 610 | 429 682 | (42 951) | - | (72 215) |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Taux d'intérêt | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Change | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif | - | - | - | - | - | - | - | - |

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

| Macro-couvertures | 31/12/2023 | | 31/12/2022 | |
|--|-------------------|--|------------------|--|
| | Valeur comptable | Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé | Valeur comptable | Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - | - | - |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | 11 610 899 | - | 9 235 236 | - |
| Total - Actifs | 11 610 899 | - | 9 235 236 | - |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | 340 933 | - | 468 343 | - |
| Total - Passifs | 340 933 | - | 468 343 | - |

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments

financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

| | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|------------------------------|--|--|---|--|--|---|
| | Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture) | | | Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture) | | |
| | Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture) | Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture) | Part de l'inefficacité de la couverture | Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture) | Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture) | Part de l'inefficacité de la couverture |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Taux d'intérêt | (621 367) | 616 056 | (5 311) | 1 334 618 | (1 326 132) | 8 486 |
| Change | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - |
| Total | (621 367) | 616 056 | (5 311) | 1 334 618 | (1 326 132) | 8 486 |

3.6 Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont abordés dans le rapport de gestion (cf. 5.3.7 – Risques opérationnels).

3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le document "Informations au titre du Pilier 3".

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------------|------------------|
| Sur les actifs financiers au coût amorti | 637 501 | 433 888 |
| Opérations avec les établissements de crédit | 26 310 | 9 475 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | 161 274 | 45 617 |
| Opérations avec la clientèle | 433 185 | 363 846 |
| Opérations de location-financement | - | - |
| Titres de dettes | 16 732 | 14 950 |
| Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | - | - |
| Opérations avec les établissements de crédit | - | - |
| Opérations avec la clientèle | - | - |
| Titres de dettes | - | - |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | 414 128 | 52 194 |
| Autres intérêts et produits assimilés | - | - |
| Produits d'intérêts (1) (2) | 1 051 629 | 486 082 |
| Sur les passifs financiers au coût amorti | (719 556) | (148 014) |
| Opérations avec les établissements de crédit | (56 416) | (7 851) |
| Opérations internes au Crédit Agricole | (574 246) | (124 666) |
| Opérations avec la clientèle | (72 257) | (14 125) |
| Opérations de location-financement | - | - |
| Dettes représentées par un titre | (16 637) | (1 372) |
| Dettes subordonnées | - | - |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | (157 675) | (80 130) |
| Autres intérêts et charges assimilées | (142) | (20) |
| Charges d'intérêts | (877 373) | (228 164) |

(1) dont 5 320 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2023 contre 4 133 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

(2) dont 260 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2023 contre 316 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

4.2 Produits et charges de commissions

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|--|----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 1 341 | (166) | 1 175 | 1 197 | (159) | 1 038 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 34 350 | (73 786) | (39 436) | 18 562 | (73 651) | (55 089) |
| Sur opérations avec la clientèle | 9 356 | (1 444) | 7 912 | 8 502 | (1 619) | 6 883 |
| Sur opérations sur titres | - | - | - | - | - | - |
| Sur opérations de change | 226 | - | 226 | 228 | - | 228 |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan | - | - | - | - | - | - |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 223 904 | (22 688) | 201 216 | 228 806 | (20 594) | 208 212 |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues | 2 189 | (105) | 2 084 | 2 154 | (122) | 2 032 |
| Total Produits et charges de commissions | 271 366 | (98 189) | 173 177 | 259 449 | (96 145) | 163 304 |

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|--------------|--------------|
| Dividendes reçus | 276 | 468 |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction | 1 873 | 449 |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat | 474 | 295 |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI | 6 797 | (3 042) |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature | - | - |
| Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte | - | - |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option | - | - |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 645 | 922 |
| Résultat de la comptabilité de couverture | (5 311) | 8 486 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 4 754 | 7 578 |

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|---|------------------|--------------------|----------------|------------------|--------------------|--------------|
| | Profits | Pertes | Net | Profits | Pertes | Net |
| Couverture de juste valeur | 100 809 | (100 774) | 35 | 93 950 | (93 459) | 491 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 60 835 | (40 225) | 20 610 | 10 904 | (83 119) | (72 215) |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture) | 39 974 | (60 549) | (20 575) | 83 046 | (10 340) | 72 706 |
| Couverture de flux de trésorerie | - | - | - | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - | - | - | - |
| Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger | - | - | - | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - | - | - | - |
| Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 2 158 577 | (2 163 923) | (5 346) | 1 460 801 | (1 452 806) | 7 995 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 1 379 042 | (783 596) | 595 446 | 104 837 | (1 358 754) | (1 253 917) |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 779 535 | (1 380 327) | (600 792) | 1 355 964 | (94 052) | 1 261 912 |
| Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt | - | - | - | - | - | - |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace | - | - | - | - | - | - |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 2 259 386 | (2 264 697) | (5 311) | 1 554 751 | (1 546 265) | 8 486 |

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.5 "Comptabilité de couverture".

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|---------------|---------------|
| Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | - | - |
| Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (1) | 63 970 | 56 189 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres | 63 970 | 56 189 |

(1) Dont dividendes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables décomptabilisés de SAS Rue La Boétie pour un montant de 48 836 milliers d'euros.

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------|-------------|
| Titres de dettes | - | - |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | - | - |
| Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti | - | - |
| Titres de dettes | (83) | (82) |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | - | - |
| Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti | (83) | (82) |
| Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1) | (83) | (82) |

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque »

4.6 Produits (charges) nets des autres activités

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|---------------|---------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation | - | - |
| Produits nets des immeubles de placement | 1 839 | 1 727 |
| Autres produits (charges) nets | 14 967 | 12 223 |
| Produits (charges) des autres activités | 16 806 | 13 950 |

4.7 Charges générales d'exploitation

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------------|------------------|
| Charges de personnel | (193 261) | (186 258) |
| Impôts, taxes et contributions réglementaires (1) | (12 249) | (14 823) |
| Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation | (89 547) | (90 414) |
| Charges générales d'exploitation | (295 057) | (291 495) |

(1) Dont 4 243 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2023, contre 5 589 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

La réforme des retraites en France adoptée à travers la Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (publiée au Journal Officiel du 15 avril 2023) et les décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023 (publiés au Journal Officiel du 4 juin 2023) ont été pris en compte dans les états financiers annuels 2023. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime et est comptabilisé en coût des services passés, en charges générales d'exploitation.

Au 31 décembre 2023, l'impact de cette réforme correspond à une diminution du coût des services pour un montant de 1 208 milliers d'euros.

Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés du Crédit Agricole Atlantique Vendée intégrées globalement est la suivante au titre de 2023 :

Collège des Commissaires aux comptes du Crédit Agricole Atlantique Vendée :

| <i>(en milliers d'euros hors taxes)</i> | PWC | | MALEVAUT-NAUD | | Total 2023 |
|--|-----------|-----------|---------------|------------|---------------|
| | 2023 | 2022 | 2023 | 2022 | |
| Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés | 81 | 81 | 96 | 95 | 177 |
| Emetteur | 81 | 81 | 81 | 79 | 162 |
| Filiales intégrées globalement | - | - | 15 | 16 | 15 |
| Services autres que la certification des comptes | 16 | 16 | 6 | 6 | 22 |
| Emetteur | 16 | 16 | 5 | 5 | 21 |
| Filiales intégrées globalement | - | - | 1 | 1 | 1 |
| Total | 97 | 97 | 102 | 101 | 199 |

Le montant total des honoraires de PWC, Commissaire aux comptes du Crédit Agricole Atlantique Vendée, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 97 milliers d'euros, dont 81 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes du Crédit Agricole Atlantique Vendée et ses filiales, et 16 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de MALEVAUT-NAUD, Commissaire aux comptes du Crédit Agricole Atlantique Vendée, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 102 milliers d'euros, dont 96 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes du Crédit Agricole Atlantique Vendée et ses filiales, et 6 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-----------------|-----------------|
| Dotations aux amortissements | (21 016) | (20 663) |
| Immobilisations corporelles (1) | (20 984) | (20 617) |
| Immobilisations incorporelles | (32) | (46) |
| Dotations (reprises) aux dépréciations | - | (25) |
| Immobilisations corporelles | - | - |
| Immobilisations incorporelles | - | (25) |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | (21 016) | (20 688) |

(1) Dont (1 717) milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2023.

4.9 Coût du risque

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-----------------|-----------------|
| Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A) | (1 332) | (25 645) |
| Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 3 629 | (18 805) |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | 1 445 | (15 047) |
| Engagements par signature | 2 184 | (3 758) |
| Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie | (4 961) | (6 840) |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | (6 895) | (1 216) |
| Engagements par signature | 1 934 | (5 624) |
| Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B) | (23 014) | (397) |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | (22 582) | (123) |
| Engagements par signature | (432) | (274) |
| Autres actifs (C) | 7 | - |
| Risques et charges (D) | 1 469 | 707 |
| Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+ (B)+ (C)+ (D) | (22 870) | (25 335) |
| Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés | - | - |
| Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés | - | - |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés | (1 787) | (1 047) |
| Récupérations sur prêts et créances | 544 | 496 |
| comptabilisés au coût amorti | 544 | 496 |
| comptabilisés en capitaux propres recyclables | - | - |
| Décotes sur crédits restructurés | - | - |
| Pertes sur engagements par signature | - | - |
| Autres pertes | - | (1) |
| Autres produits | - | - |
| Coût du risque | (24 113) | (25 887) |

4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------|------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation | 543 | 515 |
| Plus-values de cession | 575 | 533 |
| Moins-values de cession | (32) | (18) |
| Résultat de cession sur participations consolidées | - | - |
| Plus-values de cession | - | - |
| Moins-values de cession | - | - |
| Produits (charges) nets sur opérations de regroupement | - | - |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 543 | 515 |

4.11 Impôts

Charge d'impôt

| <i>En milliers d'euros</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|-----------------------------|----------------|-----------------|
| Charge d'impôt courant | (10 440) | (31 712) |
| Charge d'impôt différé | 3 610 | 3 312 |
| Total Charge d'impôt | (6 830) | (28 400) |

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2023

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|---|--------|--------------|----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 93 237 | 25,83% | (24 083) |
| Effet des différences permanentes | | | 13 247 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | - |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | 8 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | 394 |
| Changement de taux | | | - |
| Effet des autres éléments | | | 3 604 |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 7,33% | (6 830) |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 13 667 milliers d'euros au 31 décembre 2023 :

- Impôt différé actif : 2 063 milliers d'euros relatifs aux engagements postérieurs à l'emploi,
- Impôt différé passif : 15 730 milliers d'euros relatifs à la réévaluation des titres de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables.

Au 31 décembre 2022

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|---|-------------|---------------------|-----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 161 302 | 25,83% | (41 664) |
| Effet des différences permanentes | | | 13 571 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | - |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | 346 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | 15 |
| Changement de taux | | | 417 |
| Effet des autres éléments | | | (1 085) |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 17,61% | (28 400) |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2022.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 9 666 milliers d'euros au 31 décembre 2022 :

- Impôt différé actif : 1 477 milliers d'euros relatifs aux engagements postérieurs à l'emploi,
- Impôt différé passif : 11 143 milliers d'euros relatifs à la réévaluation des titres de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables.

4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|----------------|------------------|
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | - | - |
| Ecart de réévaluation de la période | - | - |
| Transferts en résultat | - | - |
| Autres variations | - | - |
| Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | - | - |
| Ecart de réévaluation de la période | - | - |
| Transferts en résultat | - | - |
| Autres variations | - | - |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | - | - |
| Ecart de réévaluation de la période | - | - |
| Transferts en résultat | - | - |
| Autres variations | - | - |
| Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables | - | - |
| Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres | - | - |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence | - | - |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence | - | - |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | (2 269) | 4 467 |
| Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre | - | - |
| Ecart de réévaluation de la période | - | - |
| Transferts en réserves | - | - |
| Autres variations | - | - |
| Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables | 148 876 | (158 950) |
| Ecart de réévaluation de la période | 148 876 | (158 922) |
| Transferts en réserves | - | (28) |
| Autres variations | - | - |
| Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables | - | - |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence | - | - |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence | (4 001) | 3 832 |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | 142 606 | (150 651) |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | 142 606 | (150 651) |
| Dont part du Groupe | 142 606 | (150 651) |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle | - | - |

5 Informations sectorielles

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

Compte tenu de la définition des secteurs opérationnels et de leurs critères de présentation, l'ensemble des activités du Crédit Agricole Atlantique Vendée se situe dans le secteur " banque de proximité en France ".

5.2 Information sectorielle par zone géographique

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée opère son activité en France sur les départements de la Loire-Atlantique et de la Vendée.

6 Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | | 31/12/2022 | |
|-----------------------|------------|--------|------------|--------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Caisse | 54 763 | - | 61 098 | - |
| Banques centrales | 10 681 | - | 10 886 | - |
| Valeur au bilan | 65 444 | - | 71 984 | - |

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|----------------|----------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 14 323 | 25 229 |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat | 262 623 | 242 540 |
| Instruments de capitaux propres | 2 048 | 1 574 |
| Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI | 260 575 | 240 966 |
| Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature | - | - |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | - | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | - | - |
| Valeur au bilan | 276 946 | 267 769 |
| Dont Titres prêtés | - | - |

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|---------------|---------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 12 439 | 25 417 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | - | - |
| Valeur au bilan | 12 439 | 25 417 |

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 "Comptabilité de couverture".

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

| | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|--|------------------|----------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|
| | Valeur au bilan | Gains latents | Pertes latentes | Valeur au bilan | Gains latents | Pertes latentes |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - | - | - | - | - |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 1 867 499 | 542 472 | (11 650) | 1 679 410 | 394 521 | (12 579) |
| Total | 1 867 499 | 542 472 | (11 650) | 1 679 410 | 394 521 | (12 579) |

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

| | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|--|------------------|----------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|
| | Valeur au bilan | Gains latents | Pertes latentes | Valeur au bilan | Gains latents | Pertes latentes |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 9 437 | - | - | 8 208 | - | - |
| Titres de participation non consolidés | 1 858 062 | 542 472 | (11 650) | 1 671 202 | 394 521 | (12 579) |
| Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 1 867 499 | 542 472 | (11 650) | 1 679 410 | 394 521 | (12 579) |
| Impôts sur les bénéfices | | (15 729) | - | | (11 142) | - |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt) | | 526 743 | (11 650) | | 383 379 | (12 579) |

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

| | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|--|--|---------------------------------------|--|--|---------------------------------------|--|
| | Juste Valeur à la date de décomptabilisation | Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾ | Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾ | Juste Valeur à la date de décomptabilisation | Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾ | Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾ |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | - | - | - | - | - | - |
| Titres de participation non consolidés | - | - | - | 378 | 28 | - |
| Total Placements dans des instruments de capitaux propres | - | - | - | 378 | 28 | - |
| Impôts sur les bénéfices | | - | - | | - | - |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt) | | - | - | | 28 | - |

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 3 096 568 | 5 057 357 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 24 175 949 | 23 007 456 |
| Titres de dettes | 767 522 | 824 312 |
| Valeur au bilan | 28 040 039 | 28 889 125 |

Prêts et créances sur les établissements de crédit

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Etablissements de crédit | | |
| Comptes et prêts | 101 377 | 410 809 |
| <i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)</i> | 100 036 | 410 804 |
| <i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i> | - | - |
| Valeurs reçues en pension | - | - |
| Titres reçus en pension livrée | 248 402 | 14 920 |
| Prêts subordonnés | 350 | 350 |
| Autres prêts et créances | - | - |
| Valeur brute | 350 129 | 426 079 |
| Dépréciations | - | - |
| Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit | 350 129 | 426 079 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | |
| Comptes ordinaires | 1 290 576 | 1 952 814 |
| Titres reçus en pension livrée | - | - |
| Comptes et avances à terme | 1 455 863 | 2 678 464 |
| Prêts subordonnés | - | - |
| Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole | 2 746 439 | 4 631 278 |
| Valeur au bilan | 3 096 568 | 5 057 357 |

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

Prêts et créances sur la clientèle

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Opérations avec la clientèle | | |
| Créances commerciales | 9 584 | 8 927 |
| Autres concours à la clientèle | 24 365 553 | 23 136 538 |
| Valeurs reçues en pension | - | - |
| Titres reçus en pension livrée | - | - |
| Prêts subordonnés | 578 | 578 |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | - | - |
| Créances nées d'opérations de réassurance | - | - |
| Avances en comptes courants d'associés | 44 251 | 53 158 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 62 183 | 93 448 |
| Valeur brute | 24 482 149 | 23 292 649 |
| Dépréciations | (306 200) | (285 193) |
| Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle | 24 175 949 | 23 007 456 |
| Opérations de location-financement | | |
| Location-financement immobilier | - | - |
| Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées | - | - |
| Valeur brute | - | - |
| Dépréciations | - | - |
| Valeur nette des opérations de location-financement | - | - |
| Valeur au bilan | 24 175 949 | 23 007 456 |

Titres de dettes

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|----------------|----------------|
| Effets publics et valeurs assimilées | 296 915 | 383 203 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 471 275 | 441 407 |
| Total | 768 190 | 824 610 |
| Dépréciations | (668) | (298) |
| Valeur au bilan | 767 522 | 824 312 |

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée présente dans ce tableau les informations qui permettent de comprendre la relation entre les actifs financiers transférés pour lesquels les conditions de décomptabilisation ne sont pas remplies pour tout ou partie des actifs financiers transférés.

| Nature des actifs transférés <i>(en milliers d'euros)</i> | Actifs transférés restant comptabilisés en totalité | | | | | | | | | | Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité | | | | | | |
|---|---|---|-----------------------|-------------|------------------|------------------|---|-----------------------|-------------|------------------|---|--|---|---------------------------------------|------------------------|----------|----------|
| | Actifs transférés | | | | | Passifs associés | | | | | Actifs et passifs associés | Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert | Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue) | Valeur comptable des passifs associés | | | |
| | Valeur comptable | dont titrisations (non déconsolidantes) | dont pensions livrées | dont autres | Juste valeur (1) | Valeur comptable | dont titrisations (non déconsolidantes) | dont pensions livrées | dont autres | Juste valeur (1) | | | | | Juste valeur nette (1) | | |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers au coût amorti | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Instruments de capitaux propres | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Titres de dettes | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts et créances | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total Actifs financiers | 317 846 | 69 591 | 248 255 | - | 314 770 | 317 846 | 63 210 | 248 255 | - | 311 465 | 3 305 | - | - | - | - | - | - |
| Opérations de location-financement | - | - | - | - | - | - | 63 210 | 248 255 | - | 311 465 | 3 305 | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS | 317 846 | 69 591 | 248 255 | - | 314 770 | 311 465 | 63 210 | 248 255 | - | 311 465 | 3 305 | - | - | - | - | - | - |

(1) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(c)).

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2022

| Nature des actifs transférés <i>(en milliers d'euros)</i> | Actifs transférés restant comptabilisés en totalité | | | | | | | | | | | Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité | | |
|---|---|---|-----------------------|-------------|------------------|------------------|---|-----------------------|----------------------------|------------------|------------------------|---|---------------------------------------|--|
| | Actifs transférés | | | | Passifs associés | | | | Actifs et passifs associés | | | Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue) | Valeur comptable des passifs associés | |
| | Valeur comptable | dont titrisations (non déconsolidantes) | dont pensions livrées | dont autres | Juste valeur (1) | Valeur comptable | dont titrisations (non déconsolidantes) | Dont pensions livrées | Dont autres | Juste valeur (1) | Juste valeur nette (1) | | | Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers au coût amorti | 399 204 | 108 481 | 290 723 | - | 399 204 | 389 702 | 98 979 | 290 723 | - | 389 702 | 9 502 | - | - | - |
| Titres de dettes | 290 723 | 290 723 | 290 723 | - | 290 723 | 290 723 | - | 290 723 | - | 290 723 | - | - | - | - |
| Prêts et créances | 108 481 | 108 481 | - | - | 108 481 | 98 979 | - | - | 98 979 | - | 9 502 | - | - | - |
| Total Actifs financiers | 399 204 | 108 481 | 290 723 | - | 399 204 | 389 702 | 98 979 | 290 723 | - | 389 702 | 9 502 | - | - | - |
| Opérations de location-financement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS | 399 204 | 108 481 | 290 723 | - | 399 204 | 389 702 | 98 979 | 290 723 | - | 389 702 | 9 502 | - | - | - |

(1) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D (d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Crédit Agricole Atlantique Vendée via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Dettes envers les établissements de crédit | 17 097 817 | 17 591 943 |
| Dettes envers la clientèle | 8 576 875 | 7 936 687 |
| Dettes représentées par un titre | 430 982 | 596 418 |
| Valeur au bilan | 26 105 674 | 26 125 048 |

Dettes envers les établissements de crédit

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Etablissements de crédit | | |
| Comptes et emprunts | 12 163 | 8 651 |
| <i>dont comptes ordinaires créditeurs (1)</i> | 9 403 | 6 356 |
| <i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i> | - | - |
| Valeurs données en pension | - | - |
| Titres donnés en pension livrée | 248 256 | 290 723 |
| Total | 260 419 | 299 374 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 1 | 854 |
| Titres donnés en pension livrée | - | 257 |
| Comptes et avances à terme | 16 837 397 | 17 291 458 |
| Total | 16 837 398 | 17 292 569 |
| Valeur au bilan | 17 097 817 | 17 591 943 |

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | 5 895 730 | 6 643 302 |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 86 462 | 97 159 |
| Autres dettes envers la clientèle | 2 594 683 | 1 196 226 |
| Titres donnés en pension livrée | - | - |
| Valeur au bilan | 8 576 875 | 7 936 687 |

Dettes représentées par un titre

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|----------------|----------------|
| Bons de caisse | - | - |
| Titres du marché interbancaire | - | - |
| Titres de créances négociables | 367 772 | 497 439 |
| Emprunts obligataires | 63 210 | 98 979 |
| Autres dettes représentées par un titre | - | - |
| Valeur au bilan | 430 982 | 596 418 |

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

| Nature des instruments financiers <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | | | |
|--|--|--|--|--|----------------|---|
| | Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
| | Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement | Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation | | | | Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie | | |
| Dérivés | 857 933 | - | 857 933 | 183 767 | 603 260 | 70 906 |
| Prises en pension de titres | 248 402 | - | 248 402 | 248 256 | 146 | - |
| Autres instruments financiers | - | - | - | - | - | - |
| Total des actifs financiers soumis à compensation | 1 106 335 | - | 1 106 335 | 432 023 | 603 406 | 70 906 |

| Nature des instruments financiers <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2022 | | | | | |
|--|--|--|--|--|------------------|---|
| | Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
| | Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement | Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation | | | | Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie | | |
| Dérivés | 1 291 637 | - | 1 291 637 | 21 933 | 1 250 177 | 19 527 |
| Prises en pension de titres | 14 920 | - | 14 920 | 14 920 | - | - |
| Autres instruments financiers | - | - | - | - | - | - |
| Total des actifs financiers soumis à compensation | 1 306 557 | - | 1 306 557 | 36 853 | 1 250 177 | 19 527 |

Compensation – Passifs financiers

| Nature des instruments financiers <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | | | |
|---|---|---|---|---|----------|---|
| | Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
| | Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement | Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation | | | | Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie | | |
| Dérivés | 198 330 | - | 198 330 | 183 767 | - | 14 563 |
| Mises en pension de titres | 248 256 | - | 248 256 | 248 256 | - | - |
| Autres instruments financiers | - | - | - | - | - | - |
| Total des passifs financiers soumis à compensation | 446 598 | - | 446 598 | 432 023 | - | 14 575 |

| Nature des instruments financiers (en milliers d'euros) | 31/12/2022 | | | | | |
|---|---|---|---|---|----------------|---|
| | Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
| | Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement | Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation | | | | Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie | | |
| Dérivés | 41 514 | - | 41 514 | 21 933 | - | 19 581 |
| Mises en pension de titres | 290 980 | - | 290 980 | 14 920 | 275 803 | 257 |
| Autres instruments financiers | - | - | - | - | - | - |
| Total des passifs financiers soumis à compensation | 332 494 | - | 332 494 | 36 853 | 275 803 | 19 838 |

6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|---------------|---------------|
| Impôts courants | 8 563 | 5 142 |
| Impôts différés | 60 620 | 60 908 |
| Total Actifs d'impôts courants et différés | 69 183 | 66 050 |
| Impôts courants | 4 640 | 4 640 |
| Impôts différés | 170 | 41 |
| Total Passifs d'impôts courants et différés | 4 810 | 4 681 |

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

| | 31/12/2023 | | 31/12/2022 | |
|--|-----------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|
| | Impôts différés Actif | Impôts différés Passif | Impôts différés Actif | Impôts différés Passif |
| (en milliers d'euros) | | | | |
| Décalages temporaires comptables-fiscaux | 86 384 | - | 85 133 | - |
| Charges à payer non déductibles | 196 | - | 388 | - |
| Provisions pour risques et charges non déductibles | 62 825 | - | 64 049 | - |
| Autres différences temporaires | 13 901 | (9 203) | 19 110 | (1 584) |
| Impôts différés sur réserves latentes | (15 416) | - | (11 413) | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | (85 388) | (69 658) | (58 245) | (47 102) |
| Couverture de flux de trésorerie | - | - | - | - |
| Gains et pertes sur écarts actuariels | 314 | - | - | 269 |
| Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre | - | - | - | - |
| Impôts différés sur résultat | (10 348) | 170 | (12 812) | 41 |
| Total Impôts différés | 60 620 | 170 | 60 908 | 41 |

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|----------------|----------------|
| Autres actifs | 152 440 | 138 441 |
| Comptes de stocks et emplois divers | - | - |
| Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire | - | - |
| Débiteurs divers (1) | 152 107 | 137 996 |
| Comptes de règlements | 333 | 445 |
| Capital souscrit non versé | - | - |
| Comptes de régularisation | 208 368 | 108 055 |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 105 120 | 18 553 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écarts | - | - |
| Produits à recevoir | 98 750 | 79 799 |
| Charges constatées d'avance | 3 534 | 3 105 |
| Autres comptes de régularisation | 964 | 6 598 |
| Valeur au bilan | 360 808 | 246 496 |

(1) Dont 6 379 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2023 contre 4 889 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2023, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 1 491 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 4 243 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (annexe 4.8 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour

le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique.

Comptes de régularisation et passifs divers

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------------|------------------|
| Autres passifs (1) | 768 097 | 1 451 111 |
| Comptes de règlements | - | - |
| Créditeurs divers | 726 336 | 1 421 084 |
| Versements restant à effectuer sur titres | 35 756 | 25 290 |
| Dettes locatives | 6 005 | 4 737 |
| Autres | - | - |
| Comptes de régularisation | 297 951 | 286 679 |
| Comptes d'encaissement et de transfert (2) | 30 326 | 24 776 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écarts | 13 | 15 |
| Produits constatés d'avance | 122 990 | 112 599 |
| Charges à payer | 131 073 | 133 793 |
| Autres comptes de régularisation | 13 549 | 15 496 |
| Valeur au bilan | 1 066 048 | 1 737 790 |

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

La diminution des Autres passifs, entre décembre 2023 et décembre 2022, pour un montant de (694 748) milliers d'euros est liée principalement à la diminution des marges variables reçues sur dérivés pour (654 300) milliers d'euros qui passe à 603 000 milliers d'euros (liée à la baisse des taux observée fin d'année 2023 - la JV des Swaps de taux est reçue en collatéral).

6.11 Immeubles de placement

| (en milliers d'euros) | 31/12/2022 | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecarts de conversion | Autres mouvements | 31/12/2023 |
|---------------------------------|---------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|--------------|
| Valeur brute | 19 493 | - | 367 | (3) | - | - | 19 857 |
| Amortissements et dépréciations | (9 070) | - | (820) | 2 | - | - | (9 888) |
| Valeur au bilan (1) | 10 423 | - | (453) | (1) | - | - | 9 969 |

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

| (en milliers d'euros) | 31/12/2021 | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecarts de conversion | Autres mouvements | 31/12/2022 |
|---------------------------------|---------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|---------------|
| Valeur brute | 19 408 | - | 110 | (25) | - | - | 19 493 |
| Amortissements et dépréciations | (8 276) | - | (819) | 25 | - | - | (9 070) |
| Valeur au bilan (1) | 11 132 | - | (709) | - | - | - | 10 423 |

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.12 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

| | 31/12/2022 | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecarts de conversion | Autres mouvements | 31/12/2023 |
|---|----------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|----------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | | | |
| Valeur brute | 412 081 | - | 50 293 | (20 942) | - | - | 441 432 |
| Amortissements et dépréciations | (198 346) | - | (20 804) | 15 213 | - | - | (203 937) |
| Valeur au bilan | 213 735 | - | 29 489 | (5 729) | - | - | 237 495 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Valeur brute | 7 322 | - | 253 | (1 656) | - | (5) | 5 914 |
| Amortissements et dépréciations | (2 803) | - | (32) | 1 656 | - | - | (1 179) |
| Valeur au bilan | 4 519 | - | 221 | - | - | (5) | 4 735 |

| | 31/12/2021 | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecarts de conversion | Autres mouvements | 31/12/2022 |
|---|----------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|----------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | | | |
| Valeur brute | 390 314 | - | 42 664 | (20 897) | - | - | 412 081 |
| Amortissements et dépréciations | (184 878) | - | (20 020) | 6 552 | - | - | (198 346) |
| Valeur au bilan | 205 436 | - | 22 644 | (14 345) | - | - | 213 735 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Valeur brute | 7 214 | - | 108 | - | - | - | 7 322 |
| Amortissements et dépréciations | (2 732) | - | (71) | - | - | - | (2 803) |
| Valeur au bilan | 4 482 | - | 37 | - | - | - | 4 519 |

6.13 Provisions

| | 31/12/2022 | Variations de périmètre | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecarts de conversion | Autres mouvements | 31/12/2023 |
|---|---------------|-------------------------|----------------|--------------------|------------------------|----------------------|-------------------|---------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Risques sur les produits épargne-logement | 14 546 | - | 227 | - | (4 913) | - | - | 9 859 |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 40 551 | - | 94 994 | - | (98 680) | - | - | 36 865 |
| Risques opérationnels | 9 354 | - | 4 285 | (2 480) | (4 952) | - | - | 6 209 |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) | 2 433 | - | 2 295 | (1 648) | (23) | - | 1 934 | 4 992 |
| Litiges divers | 4 967 | - | 327 | (18) | (1 829) | - | - | 3 446 |
| Participations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Restructurations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres risques | 1 246 | - | 4 050 | (1 774) | (33) | - | - | 3 489 |
| TOTAL | 73 097 | - | 106 178 | (5 920) | (110 430) | - | 1 934 | 64 860 |

(1) Dont 2 607 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 385 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

| | 31/12/2021 | Variations de périmètre | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2022 |
|---|---------------|-------------------------|----------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Risques sur les produits épargne-logement | 32 131 | - | - | - | (17 585) | - | - | 14 546 |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 30 894 | - | 88 134 | - | (78 478) | - | - | 40 551 |
| Risques opérationnels | 8 129 | - | 6 817 | (1 766) | (3 825) | - | - | 9 354 |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) | 6 500 | - | 4 257 | (4 769) | - | - | (3 554) | 2 433 |
| Litiges divers | 5 672 | - | 1 415 | (155) | (1 965) | - | - | 4 967 |
| Participations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Restructurations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres risques | 1 538 | - | 720 | (841) | (171) | - | - | 1 246 |
| TOTAL | 84 864 | - | 101 343 | (7 531) | (102 024) | - | (3 554) | 73 097 |

(1) Dont 585 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 848 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

➤ Litige image chèque

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole.

La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 1 537 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision du même montant a été constatée dans les comptes du Crédit Agricole Atlantique Vendée au 31 décembre 2021. Les dépôts des mémoires des deux parties ont été effectués sur l'année 2022.

Le 28 juin 2023, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de l'Autorité, clôturant ainsi la procédure.

Dans ce contexte, la provision comptabilisée au 31 décembre 2021 a été reprise dans les comptes du 31 décembre 2023.

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 297 096 | 200 441 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 1 215 257 | 1 786 137 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 2 189 897 | 2 148 629 |
| Total plans d'épargne-logement | 3 702 250 | 4 135 207 |
| Total comptes épargne-logement | 678 798 | 666 408 |
| Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement | 4 381 048 | 4 801 615 |

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023 et à fin novembre 2022 pour les données au 31 décembre 2022.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|---------------|---------------|
| Plans d'épargne-logement | 4 050 | 1 062 |
| Comptes épargne-logement | 7 297 | 9 153 |
| Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement | 11 347 | 10 215 |

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|--------------|---------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | - | - |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 2 981 | 5 097 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 6 878 | 9 449 |
| Total plans d'épargne-logement | 9 859 | 14 546 |
| Total comptes épargne-logement | - | - |
| Total Provision au titre des contrats épargne-logement | 9 859 | 14 546 |

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Jusqu'au T2 2022 seule la composante épargne était significative. Le niveau bas des taux d'intérêt rendait le volet épargne du PEL attractif (principalement sur les générations anciennes dont le taux était supérieur à 2%). La brusque montée des taux a conduit le Groupe à geler la provision sur le niveau du 30 juin 2022 jusqu'au 30 juin 2023.

Constatant que la situation s'est stabilisée au cours du second semestre 2023 avec une hiérarchie des taux entre produits clientèles de nouveau cohérente, le Groupe a mis à jour les paramètres du modèle de provision Epargne Logement. Avec le nouveau contexte de taux, la composante épargne est fortement réduite et la composante engagement représente désormais 90% de la provision.

Le calcul de la provision sur la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixé à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1,5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 7% pour les Caisses régionales. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 13% pour les Caisses régionales.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe "Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie "Cadre général".

6.14 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2023

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où le Crédit Agricole Atlantique Vendée dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

| | Nombre de titres au 31/12/2022 | Nombre de titres émis | Nombre de titres remboursés | Nombre de titres au 31/12/2023 | % du capital | % des droits de vote |
|--|--------------------------------|-----------------------|-----------------------------|--------------------------------|----------------|----------------------|
| Répartition du capital de la Caisse Régionale | | | | | | |
| Certificats Coopératifs d'investissements (CCI) | 1 246 438 | 7 476 | 15 244 | 1 238 670 | 16,76% | 0,00% |
| Dont part du Public | 1 240 159 | - | 7 476 | 1 232 683 | 16,68% | 0,00% |
| Dont part Sacam Mutualisation | - | - | - | - | 0,00% | 0,00% |
| Dont part autodétenue | 6 279 | 7 476 | 7 768 | 5 987 | 0,08% | 0,00% |
| Certificats Coopératifs d'associés (CCA) | 1 855 972 | - | - | 1 855 972 | 25,11% | 0,00% |
| Dont part du Public | - | - | - | - | 0,00% | 0,00% |
| Dont part Crédit Agricole S.A. | - | - | - | - | 0,00% | 0,00% |
| Dont part Sacam Mutualisation | 1 855 972 | - | - | 1 855 972 | 25,11% | 0,00% |
| Parts sociales | 4 290 455 | 6 437 | 5 | 4 296 887 | 58,13% | 100,00% |
| Dont 74 Caisses Locales | 4 290 404 | 6 435 | - | 4 296 839 | 58,13% | 75,90% |
| Dont 19 administrateurs de la Caisse régionale | 25 | 3 | -7 | 21 | 0,00% | 10,77% |
| Dont Sacam Mutualisation | 1 | - | - | 1 | 0,00% | 0,51% |
| Dont Autres | 25 | 2 | 1 | 26 | 0,00% | 12,82% |
| Total | 7 392 865 | 13 913 | 15 249 | 7 391 529 | 100,00% | 100,00% |

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros et le montant total du capital est de 112 721 milliers d'euros

Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale Atlantique Vendée sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Dividendes

Au titre de l'exercice 2023, le Conseil d'administration du Crédit Agricole Atlantique Vendée a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 28 mars 2024 le paiement d'un dividende par certificats coopératifs (CCI et CCA) de 3,71 euros par titre et d'un intérêt aux parts sociales de 0,57 euros par part sociale, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 28 mars 2024 un paiement de ces dividendes et intérêts aux parts sociales le 17 mai 2024.

| Année de rattachement du dividende | Par CCI | Par CCA | Par part sociale |
|------------------------------------|-------------|-------------|------------------|
| | Montant Net | Montant Net | Montant Net |
| 2020 | 3,12 | 3,12 | 0,26 |
| 2021 | 3,88 | 3,88 | 0,34 |
| 2022 | 4,02 | 4,02 | 0,41 |
| Prévu 2023 | 3,71 | 3,71 | 0,57 |

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 20 202 milliers d'euros en 2023 contre 17 135 milliers d'euros en 2022.

Conformément à la décision de l'Assemblée générale du 30 mars 2023 du Crédit Agricole Atlantique Vendée, le résultat 2022 distribuable et non distribué, soit 84 895 milliers d'euros, a été affecté en réserves.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2023

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2023 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale du Crédit Agricole Atlantique Vendée du 28 mars 2024.

Le texte des résolutions est le suivant :

SIXIEME RESOLUTION

(Fixation de l'intérêt aux parts sociales)

L'Assemblée Générale fixe le taux de rémunération des parts sociales à 3,80 %.

L'application de ce taux conduit à une rémunération de 0,57 € par part sociale (montant arrondi à la deuxième décimale inférieure), soit un montant total de revenus distribués de 2 445 578,54 euros.

Ces distributions sont éligibles à l'abattement prévu par l'article 158.3.2° du Code Général des Impôts, abattement auquel les sociétaires peuvent prétendre en fonction de leur statut fiscal.

Les intérêts seront mis en paiement le 17 mai 2024.

L'Assemblée Générale prend acte des distributions des intérêts aux parts sociales au titre des trois derniers exercices.

| Exercice | Intérêts aux parts sociales (en euros) | Abattement (en euros) | Montant global (en euros) |
|----------|--|-----------------------|---------------------------|
| 2022 | 0,41 € | 0,16 € | 1 754 233,45 € |
| 2021 | 0,34 € | 0,14 € | 1 449 875,64 € |
| 2020 | 0,26 € | 0,10 € | 1 109 524,20 € |

SEPTIEME RESOLUTION

(Fixation de la rémunération des CCA)

L'Assemblée Générale fixe à 6 885 656,12 euros la rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés (CCA), au titre de l'année 2023, à raison 3,71 euros par CCA.

Cette rémunération sera mise en paiement le 17 mai 2024.

L'Assemblée Générale prend acte de la distribution des dividendes versés aux porteurs de CCA au titre des trois derniers exercices :

| Exercice | Dividendes (en euros) | Montant total (en euros) |
|----------|-----------------------|--------------------------|
| 2022 | 4,02 € | 7 461 007,44 € |
| 2021 | 3,88 € | 7 201 171,36 € |
| 2020 | 3,12 € | 5 790 632,64 € |

HUITIEME RESOLUTION

(Fixation de la rémunération des CCI)

L'Assemblée Générale fixe à 4 595 465,70 euros la rémunération des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), au titre de l'année 2023 à raison de 3,71 euros par CCI. Ces versements sont éligibles à l'abattement prévu par l'article 158.3.2° du Code Général des Impôts, abattement auquel les sociétaires peuvent prétendre en fonction de leur statut fiscal.

Cette rémunération sera mise en paiement le 17 mai 2024.

L'Assemblée Générale prend acte de la distribution des dividendes versés aux porteurs de CCI au titre des trois derniers exercices :

| Exercice | Dividendes (en euros) | Abattement | Montant global (en euros) |
|----------|-----------------------|---|---------------------------|
| 2022 | 4,02 | 1,61 sous réserve que le porteur puisse prétendre à l'abattement en fonction de son statut fiscal | 5 010 680,76 € |
| 2021 | 3,88 | 1,55 sous réserve que le porteur puisse prétendre à l'abattement en fonction de son statut fiscal | 4 890 223,96 € |
| 2020 | 3,12 | 1,25 sous réserve que le porteur puisse prétendre à l'abattement en fonction de son statut fiscal | 3 970 961,28 € |

NEUVIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat)

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat de l'exercice d'un montant de 91 454 977,64 euros telle qu'elle lui est proposée par le Conseil d'administration.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'affecter cette somme augmentée du report à nouveau créateur de 31 074,60 euros comme suit :

| | |
|---|------------------------|
| Dotation à la Réserve Spéciale Mécénat | 0 € |
| Intérêts aux parts sociales | 2 445 578,54 € |
| Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés | 6 885 656,12 € |
| Rémunération des Certificats Coopératifs d'Investissement | 4 595 465,70 € |
| Dotation à la Réserve Légale | 58 169 513,91 € |
| Dotation à la Réserve Facultative | 19 389 837,97 € |
| Total | 91 486 052,24 € |

6.15 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | | | Total |
|--|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | |
| Caisse, banques centrales | 65 444 | - | - | - | - | 65 444 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 1 510 | 686 | (9 267) | 21 662 | 262 355 | 276 946 |
| Instruments dérivés de couverture | 1 348 | 13 726 | 228 683 | 589 721 | - | 833 478 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | - | - | - | - | 1 867 499 | 1 867 499 |
| Actifs financiers au coût amorti | 2 715 750 | 2 116 800 | 9 324 876 | 13 838 511 | 44 102 | 28 040 039 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | (606 351) | | | | | (606 351) |
| Total Actifs financiers par échéance | 2 177 701 | 2 131 212 | 9 544 292 | 14 449 894 | 2 173 956 | 30 477 055 |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 1 177 | 683 | (8 951) | 19 530 | - | 12 439 |
| Instruments dérivés de couverture | - | - | 37 115 | 138 344 | - | 175 459 |
| Passifs financiers au coût amorti | 8 651 835 | 3 332 039 | 9 889 866 | 4 231 932 | 2 | 26 105 674 |
| Dettes subordonnées | - | - | - | - | - | - |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | (14 901) | | | | | (14 901) |
| Total Passifs financiers par échéance | 8 638 111 | 3 332 722 | 9 918 030 | 4 389 806 | 2 | 26 278 671 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2022 | | | | | Total |
|--|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois à ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | Indéterminée | |
| Caisse, banques centrales | 71 984 | - | - | - | - | 71 984 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 1 814 | 1 478 | 2 425 | 23 679 | 238 373 | 267 769 |
| Instruments dérivés de couverture | 291 | 22 334 | 246 009 | 997 931 | - | 1 266 565 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | - | - | - | - | 1 679 410 | 1 679 410 |
| Actifs financiers au coût amorti | 3 386 086 | 2 468 840 | 10 077 775 | 12 903 456 | 52 968 | 28 889 125 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | (1 192 014) | | | | | (1 192 014) |
| Total Actifs financiers par échéance | 2 268 161 | 2 492 652 | 10 326 209 | 13 925 066 | 1 970 751 | 30 982 839 |
| Banques centrales | - | - | - | - | - | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 1 919 | 1 150 | 2 424 | 19 612 | 312 | 25 417 |
| Instruments dérivés de couverture | - | 2 | 308 | 16 078 | - | 16 388 |
| Passifs financiers au coût amorti | 8 583 845 | 4 029 200 | 9 654 028 | 3 857 974 | 1 | 26 125 048 |
| Dettes subordonnées | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | (5 824) | | | | | (5 824) |
| Total Passifs financiers par échéance | 8 579 941 | 4 030 352 | 9 656 760 | 3 893 664 | 313 | 26 161 030 |

7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------------|------------------|
| Salaires et traitements (1) | (107 532) | (102 690) |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies) | (11 955) | (11 044) |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies) | (1 033) | (2 822) |
| Autres charges sociales | (40 936) | (38 173) |
| Intéressement et participation | (14 639) | (15 246) |
| Impôts et taxes sur rémunération | (17 166) | (16 283) |
| Total Charges de personnel | (193 261) | (186 258) |

(1) Dont médailles du travail pour 138 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 121 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

7.2 Effectif moyen de la période

| Effectif moyen | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|----------------|--------------|--------------|
| France | 2 266 | 2 223 |
| Étranger | - | - |
| Total | 2 266 | 2 223 |

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Le Crédit Agricole Atlantique Vendée n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 |
|--|---------------|----------------|---------------|---------------|
| | Zone euro | Hors zone euro | Toutes zones | Toutes zones |
| Dette actuarielle au 31/12/N-1 | 40 170 | - | 40 170 | 42 327 |
| Ecart de change | - | - | - | - |
| Coût des services rendus sur l'exercice | 3 081 | - | 3 081 | 3 677 |
| Coût financier | 1 474 | - | 1 474 | 337 |
| Cotisations employés | - | - | - | - |
| Modifications, réductions et liquidations de régime (2) | (1 208) | - | (1 208) | - |
| Variations de périmètre | (37) | - | (37) | 99 |
| Prestations versées (obligatoire) | (2 428) | - | (2 428) | (2 157) |
| Taxes, charges administratives et primes | - | - | - | - |
| Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1) | 308 | - | 308 | 3 788 |
| Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1) | 1 626 | - | 1 626 | (7 901) |
| Dette actuarielle à la clôture | 42 986 | - | 42 986 | 40 170 |

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

(2) Concernent l'impact de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies pour un montant de (1 208) milliers d'euros.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 |
|--|--------------|----------------|--------------|--------------|
| | Zone euro | Hors zone euro | Toutes zones | Toutes zones |
| Coût des services | 1 873 | - | 1 873 | 3 677 |
| Charge/produit d'intérêt net | (846) | - | (846) | (813) |
| Impact en compte de résultat à la clôture | 1 027 | - | 1 027 | 2 864 |

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 |
|---|--------------|----------------|--------------|---------------|
| | Zone euro | Hors zone euro | Toutes zones | Toutes zones |
| Réévaluation du passif (de l'actif) net | | | | |
| Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture | 5 718 | - | 5 718 | 10 187 |
| Ecart de change | - | - | - | - |
| Gains/(pertes) actuariels sur l'actif | 445 | - | 445 | (356) |
| Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1) | 308 | - | 308 | 3 788 |
| Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1) | 1 626 | - | 1 626 | (7 901) |
| Ajustement de la limitation d'actifs | - | - | - | - |
| Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture | 8 097 | - | 8 097 | 5 718 |

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 |
|---|---------------|----------------|---------------|---------------|
| | Zone euro | Hors zone euro | Toutes zones | Toutes zones |
| Juste valeur des actifs à l'ouverture | 41 841 | - | 41 841 | 40 199 |
| Ecart de change | - | - | - | - |
| Intérêt sur l'actif (produit) | 1 560 | - | 1 560 | 332 |
| Gains/(pertes) actuariels | (445) | - | (445) | 356 |
| Cotisations payées par l'employeur | 1 173 | - | 1 173 | 3 013 |
| Cotisations payées par les employés | - | - | - | - |
| Modifications, réductions et liquidations de régime (1) | - | - | - | - |
| Variations de périmètre | (37) | - | (37) | 99 |
| Taxes, charges administratives et primes | - | - | - | - |
| Prestations payées par le fonds | (2 406) | - | (2 406) | (2 158) |
| Juste valeur des actifs à la clôture | 41 686 | - | 41 686 | 41 841 |

Position nette

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 |
|---|----------------|----------------|----------------|---------------|
| | Zone euro | Hors zone euro | Toutes zones | Toutes zones |
| Dette actuarielle à la clôture | 42 986 | - | 42 986 | 40 170 |
| Impact de la limitation d'actifs | - | - | - | 1 124 |
| Autres | 324 | - | 324 | - |
| Juste valeur des actifs fin de période | (41 686) | - | (41 686) | (41 841) |
| Position nette (passif) / actif à la clôture | (1 664) | - | (1 664) | 547 |

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | | 31/12/2022 | |
|--|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | Zone euro | Hors zone euro | Zone euro | Hors zone euro |
| Taux d'actualisation (1) | 3,17% | 0,00% | 3,77% | 0,00% |
| Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement | 2,60% | 0,00% | 2,60% | 0,00% |
| Taux attendus d'augmentation des salaires (2) | 2,50% à 4,03% | 0,00% | 2,50% à 4,44% | 0,00% |

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iboxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs

| (en milliers d'euros) | Zone euro | | | Hors zone euro | | | Toutes zones | | |
|-----------------------|-----------|------------|-----------|----------------|------------|-----------|--------------|------------|-----------|
| | en % | En montant | dont coté | en % | En montant | dont coté | en % | En montant | dont coté |
| Actions | 18,30% | 7 629 | - | 0,00% | - | - | 18,30% | 7 629 | - |
| Obligations | 70,60% | 29 430 | - | 0,00% | - | - | 70,60% | 29 430 | - |
| Autres actifs | 11,10% | 4 627 | | 0,00% | - | | 11,10% | 4 627 | |

Taux de sensibilité :

| Taux de sensibilité | L.137-11-2 | Régime de retraite des cadres de direction | Régime de retraite des présidents | Régime des indemnités de fin de carrière des cadres de direction | Régime des indemnités de fin de carrière des salariés |
|--|------------|--|-----------------------------------|--|---|
| Une variation > 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de | 3,42% | 1,03% | 0,60% | 2,20% | 5,21% |
| Une variation < 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de | 3,12% | 1,07% | 0,60% | 2,29% | 5,66% |

7.5 Autres avantages sociaux

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée provisionne le montant de la dette actuarielle représentative de l'engagement au titre des médailles du travail.

Au 31 décembre 2023, cet engagement s'élève à 2 385 milliers d'euros.

7.6 Rémunérations de dirigeants

Le montant global des rémunérations ou indemnités versées aux membres du Conseil d'Administration, au Directeur Général et aux membres du Comité de Direction s'élève à 3 737 milliers d'euros au titre de l'exercice 2023.

8 Contrats de location

8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|----------------|----------------|
| Immobilisations corporelles détenues en propre | 231 523 | 209 027 |
| Droits d'utilisation des contrats de location | 5 972 | 4 708 |
| Total Immobilisations corporelles d'exploitation | 237 495 | 213 735 |

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Le Crédit Agricole Atlantique Vendée a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont le Crédit Agricole Atlantique Vendée est preneur sont présentés ci-dessous :

| (en milliers d'euros) | 31/12/2022 | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2023 |
|-----------------------------------|--------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|--------------|
| Immobilier | | | | | | | |
| Valeur brute | 10 464 | - | 2 981 | - | - | - | 13 445 |
| Amortissements et dépréciations | (5 845) | - | (1 653) | - | - | - | (7 498) |
| Total Immobilier | 4 619 | - | 1 328 | - | - | - | 5 947 |
| Mobilier | | | | | | | |
| Valeur brute | | - | - | (788) | - | - | 93 |
| Amortissements et dépréciations | | - | (64) | 788 | - | - | (68) |
| Total Mobilier | 89 | - | (64) | - | - | - | 25 |
| Total Droits d'utilisation | 4 708 | - | 1 264 | - | - | - | 5 972 |

| (en milliers d'euros) | 31/12/2021 | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecarts de conversion | Autres mouvements | 31/12/2022 |
|-----------------------------------|--------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|--------------|
| Immobilier | | | | | | | |
| Valeur brute | 10 118 | - | 346 | - | - | - | 10 464 |
| Amortissements et dépréciations | (4 247) | - | (1 614) | 16 | - | - | (5 845) |
| Total Immobilier | 5 871 | - | (1 268) | 16 | - | - | 4 619 |
| Mobilier | | | | | | | |
| Valeur brute | | - | - | (380) | - | - | 881 |
| Amortissements et dépréciations | | - | (393) | 380 | - | - | (792) |
| Total Mobilier | 482 | - | (393) | - | - | - | 89 |
| Total Droits d'utilisation | 6 353 | - | (1 661) | 16 | - | - | 4 708 |

Echéancier des dettes locatives

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | | | Total Dettes locatives |
|-------------------------|--------------|------------------|------------|------------------------|
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| Dettes locatives | 5 286 | 433 | 286 | 6 005 |

| (en milliers d'euros) | 31/12/2022 | | | Total Dettes locatives |
|-------------------------|--------------|------------------|--------------|------------------------|
| | ≤ 1 an | > 1 an à ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| Dettes locatives | 2 480 | 855 | 1 402 | 4 737 |

Détail des charges et produits de contrats de location

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|----------------|----------------|
| Charges d'intérêts sur dettes locatives | (28) | (20) |
| Total Intérêts et charges assimilées (PNB) | (28) | (20) |
| Charges relatives aux contrats de location court terme | (1 906) | (1 611) |
| Charges relatives aux contrats de location de faible valeur | - | - |
| Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette | - | - |
| Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation | - | - |
| Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail | - | - |
| Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location | - | - |
| Total Charges générales d'exploitation | (1 906) | (1 611) |
| Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation | (1 717) | (2 007) |
| Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles | (1 717) | (2 007) |
| Total Charges et produits de contrats de location | (3 651) | (3 638) |

Montants des flux de trésorerie de la période

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|----------------|----------------|
| Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location | (2 070) | (2 466) |

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée propose essentiellement des contrats de location simple.

Les locations les plus significatives concernent les baux conclus avec la société Crédit Agricole Technologies et Services et les filiales (qui ont intégré le Campus by CA Atlantique Vendée depuis septembre 2020) sur le site de Nantes La Garde.

Produits de contrats de location

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Location-financement | - | - |
| Profits ou pertes réalisés sur la vente | - | - |
| Produits financiers tirés des créances locatives | - | - |
| Produits des paiements de loyers variables | - | - |
| Location simple | 2 713 | 2 627 |
| Produits locatifs | 2 713 | 2 627 |

9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

Engagements donnés et reçus

| (en milliers d'euros) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Engagements donnés | 3 179 211 | 3 575 415 |
| Engagements de financement | 2 221 629 | 2 660 370 |
| Engagements en faveur des établissements de crédit | - | - |
| Engagements en faveur de la clientèle | 2 221 629 | 2 660 370 |
| Engagements de garantie | 957 582 | 915 045 |
| Engagements d'ordre des établissements de crédit | 21 118 | 18 878 |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 936 464 | 896 167 |
| Engagements sur titres | - | - |
| Titres à livrer | - | - |
| | | |
| Engagements reçus | 10 856 509 | 10 411 413 |
| Engagements de financement | 25 910 | 25 547 |
| Engagements reçus des établissements de crédit | 25 910 | 25 547 |
| Engagements reçus de la clientèle | - | - |
| Engagements de garantie | 10 830 599 | 10 385 866 |
| Engagements reçus des établissements de crédit | 438 052 | 399 344 |
| Engagements reçus de la clientèle (1) | 10 392 547 | 9 986 522 |
| Engagements sur titres | - | - |
| Titres à recevoir | - | - |

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2023, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 176 435 milliers d'euros.

Le 23 mars 2022, le conseil des gouverneurs de la Banque Centrale européenne a décidé de lever progressivement les mesures temporaires d'assouplissement des garanties de politique monétaire introduites en réponse à la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte, la Banque de France a mis fin, à compter du 30 juin 2023, à l'éligibilité des prêts immobiliers résidentiels dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière et modifié en conséquence la décision du Gouverneur 2022-04 du 30 juin 2022.

En conséquence, le Crédit Agricole Atlantique Vendée ne postera plus 5 566 M€ de créance immobilière auprès de la Banque de France.

En complément le Groupe Crédit Agricole a décidé d'émettre un programme d'obligations sécurisées (Coverd Bonds FH SFH) par les créances habitats libérées pour un montant global de 92 Mds€. Ce programme a été souscrit par Crédit Agricole SA afin de constituer des réserves éligibles au programme de refinancement de la Banque Centrale Européenne.

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée apporte en garantie des émissions de la FH SFH 4 737 M€ de créances immobilières.

Instrument financiers remis et reçus en garantie

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) | | |
| Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...) | 10 321 139 | 11 070 982 |
| Titres prêtés | - | - |
| Dépôts de garantie sur opérations de marché | - | - |
| Autres dépôts de garantie | - | - |
| Titres et valeurs donnés en pension | 248 256 | 290 980 |
| Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie | 10 569 395 | 11 361 962 |
| Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie | | |
| Autres dépôts de garantie | - | - |
| Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés | | |
| Titres empruntés | 12 | - |
| Titres et valeurs reçus en pension | 303 002 | 62 880 |
| Titres vendus à découvert | - | - |
| Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés | 303 014 | 62 880 |

Au 31 décembre 2023, le Crédit Agricole Atlantique Vendée n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des "FCT Crédit Agricole Habitat" comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2023, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a apporté 10 321 139 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 11 070 982 milliers d'euros en 2022. Le Crédit Agricole Atlantique Vendée conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a apporté :

- 3 167 546 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 8 793 125 milliers d'euros en 2022,
- 264 825 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 267 573 milliers d'euros en 2022,
- 6 888 768 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 010 285 milliers d'euros en 2022.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 246 280 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 14 904 milliers d'euros au 31 décembre 2022, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 54 600 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 47 976 milliers d'euros au 31 décembre 2022, les garanties détenues par le Crédit Agricole Atlantique Vendée et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité du Crédit Agricole Atlantique Vendée.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

10 **Juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 des présents états financiers consolidés). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour rappel, les actifs financiers dont les caractéristiques sont SPPI, doivent être comptabilisés au coût amorti s'ils sont gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées. De plus, pour être éligibles à cette catégorie, ils doivent de manière complémentaire à ce mode de gestion, répondre à deux critères, lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test " Solely Payments of Principal & Interests " ou test " SPPI ").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les justes valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2023. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Compte tenu de leur modèle de gestion, la décomptabilisation qui, sauf exception explicitement prévue par la norme IFRS 9, doit intervenir à l'échéance ou proche de l'échéance, devrait se faire à une valeur proche de la valeur de remboursement de ces instruments.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

| | Valeur au bilan au 31/12/2023 | Juste valeur au 31/12/2023 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|-------------------------------|----------------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Prêts et créances | 27 272 517 | 26 463 697 | - | 3 185 989 | 23 277 708 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 3 096 568 | 3 095 232 | - | 3 095 232 | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | 24 175 949 | 23 368 465 | - | 90 757 | 23 277 708 |
| Titres de dettes | 767 522 | 760 707 | 758 656 | 2 051 | - |
| Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 28 040 039 | 27 224 404 | 758 656 | 3 188 040 | 23 277 708 |

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à (606) millions d'euros au 31 décembre 2023 contre (1 192) millions d'euros au 31 décembre 2022. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de (209) millions d'euros au 31 décembre 2023.

| | Valeur au bilan au 31/12/2022 | Juste valeur au 31/12/2022 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|-------------------------------|----------------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Prêts et créances | 28 064 813 | 28 249 382 | - | 5 188 682 | 23 060 700 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 5 057 357 | 5 057 341 | - | 5 057 341 | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | 23 007 456 | 23 192 041 | - | 131 341 | 23 060 700 |
| Titres de dettes | 824 312 | 787 178 | 785 065 | 2 113 | - |
| Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 28 889 125 | 29 036 560 | 785 065 | 5 190 795 | 23 060 700 |

" Pour les crédits habitats, la juste valeur est issue d'un calcul d'actualisation dont le taux est désormais issu des données ALM ; précédemment le taux retenu était déterminé à partir des prêts commercialisés.

Au 31 décembre 2022, la juste valeur communiquée au titre de ces prêts était de 15 242 millions d'euros ; calculée à partir des taux ALM, elle se serait élevée à 13 545 millions d'euros."

Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

| | Valeur au bilan au 31/12/2023 | Juste valeur au 31/12/2023 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|-------------------------------|----------------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 17 097 817 | 17 097 817 | - | 17 097 817 | - |
| Dettes envers la clientèle | 8 576 875 | 8 576 853 | - | 8 490 391 | 86 462 |
| Dettes représentées par un titre | 430 982 | 424 460 | - | 424 460 | - |
| Dettes subordonnées | - | - | - | - | - |
| Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 26 105 674 | 26 099 130 | - | 26 012 668 | 86 462 |

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à (15) millions d'euros au 31 décembre 2023 contre (6) millions d'euros au 31 décembre 2022. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 8 millions d'euros au 31 décembre 2023.

| | Valeur au bilan au 31/12/2022 | Juste valeur au 31/12/2022 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|-------------------------------|----------------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 17 591 943 | 17 591 943 | - | 17 591 943 | - |
| Dettes envers la clientèle | 7 936 687 | 7 936 707 | - | 7 839 548 | 97 159 |
| Dettes représentées par un titre | 596 418 | 595 394 | - | 595 394 | - |
| Dettes subordonnées | 1 | - | - | - | - |
| Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 26 125 049 | 26 124 044 | - | 26 026 885 | 97 159 |

10.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

| | 31/12/2023 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|-----------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 14 323 | - | 14 323 | - |
| Créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | - | - | - | - |
| Titres reçus en pension livrée | - | - | - | - |
| Valeurs reçues en pension | - | - | - | - |
| Titres détenus à des fins de transaction | - | - | - | - |
| Instruments dérivés | 14 323 | - | 14 323 | - |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1) | 262 623 | 203 921 | 3 257 | 55 445 |
| <i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i> | <i>2 048</i> | <i>-</i> | <i>2 048</i> | <i>-</i> |
| <i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i> | <i>260 575</i> | <i>203 921</i> | <i>1 209</i> | <i>55 445</i> |
| Créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | - | - | - | - |
| Titres de dettes | 260 575 | 203 921 | 1 209 | 55 445 |
| <i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| <i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| <i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| Créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | - | - | - | - |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option | - | - | - | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 1 867 499 | - | 1 804 071 | 63 428 |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables | 1 867 499 | - | 1 804 071 | 63 428 |
| Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | - | - | - | - |
| Instruments dérivés de couverture | 833 478 | - | 833 478 | - |
| TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR | 2 977 923 | 203 921 | 2 655 129 | 118 873 |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques | | | - | - |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables | | - | | - |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables | | - | - | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | - | - | - |

| | 31/12/2022 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 25 229 | - | 25 229 | - |
| Créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | - | - | - | - |
| Titres reçus en pension livrée | - | - | - | - |
| Valeurs reçues en pension | - | - | - | - |
| Titres détenus à des fins de transaction | - | - | - | - |
| Instruments dérivés | 25 229 | - | 25 229 | - |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1) | 242 540 | 197 731 | 1 574 | 43 235 |
| <i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i> | 1 574 | - | 1 574 | - |
| <i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i> | 240 966 | 197 731 | - | 43 235 |
| Créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | 546 | - | - | 546 |
| Titres de dettes | 240 420 | 197 731 | - | 42 689 |
| <i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i> | - | - | - | - |
| <i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i> | - | - | - | - |
| <i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i> | - | - | - | - |
| Créances sur les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | - | - | - | - |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option | - | - | - | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 1 679 410 | - | 1 620 875 | 58 535 |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables | 1 679 410 | - | 1 620 875 | 58 535 |
| Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | - | - | - | - |
| Instruments dérivés de couverture | 1 266 565 | - | 1 266 565 | - |
| TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR | 3 213 744 | 197 731 | 2 914 243 | 101 770 |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques | | | - | - |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables | | - | | - |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables | | - | - | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | - | - | - |

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

| | 31/12/2023 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|----------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 12 439 | 12 | 12 427 | - |
| Titres vendus à découvert | 12 | 12 | - | - |
| Titres donnés en pension livrée | - | - | - | - |
| Dettes représentées par un titre | - | - | - | - |
| Dettes envers les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Dettes envers la clientèle | - | - | - | - |
| Instruments dérivés | 12 427 | - | 12 427 | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | - | - | - | - |
| Instruments dérivés de couverture | 175 459 | - | 175 459 | - |
| Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur | 187 898 | 12 | 187 886 | - |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques | | | - | - |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables | | - | | - |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables | | - | - | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | - | - | - |

| | 31/12/2022 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|---------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 25 417 | - | 25 417 | - |
| Titres vendus à découvert | - | - | - | - |
| Titres donnés en pension livrée | - | - | - | - |
| Dettes représentées par un titre | - | - | - | - |
| Dettes envers les établissements de crédit | - | - | - | - |
| Dettes envers la clientèle | - | - | - | - |
| Instruments dérivés | 25 417 | - | 25 417 | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | - | - | - | - |
| Instruments dérivés de couverture | 16 388 | - | 16 388 | - |
| Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur | 41 805 | - | 41 805 | - |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques | | | - | - |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables | | - | | - |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables | | - | - | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | - | - | - |

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

| Tableau 1 sur 3 | Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3 | Actifs financiers détenus à des fins de transaction | | | | | Instruments dérivés |
|---|---|---|---------------------------|--------------------------------|---------------------------|--|---------------------|
| | | Créances sur les établissements de crédit | Créances sur la clientèle | Titres reçus en pension livrée | Valeurs reçues en pension | Titres détenus à des fins de transaction | |
| Solde de clôture (31/12/2022) | 101 770 | - | - | - | - | - | - |
| Gains /pertes de la période (1) | 1 260 | - | - | - | - | - | - |
| Comptabilisés en résultat | (3 633) | - | - | - | - | - | - |
| Comptabilisés en capitaux propres | 4 893 | - | - | - | - | - | - |
| Achats de la période | 15 843 | - | - | - | - | - | - |
| Ventes de la période | - | - | - | - | - | - | - |
| Emissions de la période | - | - | - | - | - | - | - |
| Dénouements de la période | - | - | - | - | - | - | - |
| Reclassements de la période | - | - | - | - | - | - | - |
| Variations liées au périmètre de la période | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts vers niveau 3 | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts hors niveau 3 | - | - | - | - | - | - | - |
| Solde de clôture (31/12/2023) | 118 873 | - | - | - | - | - | - |

Tableau 2 sur 3

| | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat | | | | | | | |
|---|--|--|---------------------------|------------------|--|---|---|---------------------------|
| | Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat | Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI | | | Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature | Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | |
| | | Créances sur les établissements de crédit | Créances sur la clientèle | Titres de dettes | | | Créances sur les établissements de crédit | Créances sur la clientèle |
| | - | - | - | - | - | - | - | - |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Solde de clôture (31/12/2022) | - | 546 | 42 689 | - | - | - | - | - |
| Gains /pertes de la période (1) | - | (546) | (3 087) | - | - | - | - | - |
| Comptabilisés en résultat | - | (546) | (3 087) | - | - | - | - | - |
| Comptabilisés en capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Achats de la période | - | - | 15 843 | - | - | - | - | - |
| Ventes de la période | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Emissions de la période | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dénouements de la période | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Reclassements de la période | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Variations liées au périmètre de la période | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts vers niveau 3 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Transferts hors niveau 3 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Solde de clôture (31/12/2023) | - | - | 55 445 | - | - | - | - | - |

| Tableau 3 sur 3 | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | Instruments dérivés de couverture |
|---|--|--|-----------------------------------|
| | Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | |
| (en milliers d'euros) | | | |
| Solde de clôture (31/12/2022) | 58 535 | - | - |
| Gains /pertes de la période (1) | 4 893 | - | - |
| Comptabilisés en résultat | - | - | - |
| Comptabilisés en capitaux propres | 4 893 | - | - |
| Achats de la période | - | - | - |
| Ventes de la période | - | - | - |
| Emissions de la période | - | - | - |
| Dénouements de la période | - | - | - |
| Reclassements de la période | - | - | - |
| Variations liées au périmètre de la période | - | - | - |
| Transferts | - | - | - |
| Transferts vers niveau 3 | - | - | - |
| Transferts hors niveau 3 | - | - | - |
| Solde de clôture (31/12/2023) | 63 428 | - | - |

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

| | |
|---|----------------|
| Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture | (3 633) |
| Comptabilisés en résultat | (3 633) |
| Comptabilisés en capitaux propres | - |

10.3 Rappels sur la réforme des indices de taux et implications pour le Groupe Crédit Agricole

La réforme des indices de taux IBOR (InterBank Offered Rates) initiée par le Conseil de Stabilité Financière en 2014, vise à remplacer ces indices par des taux alternatifs et plus particulièrement par des Risk Free Rates (RFR).

Cette réforme s'est accélérée le 5 mars 2021 lorsque l'IBA - l'administrateur du LIBOR - a confirmé le jalon important de fin 2021 pour l'arrêt de la publication ou la non représentativité des LIBOR, sauf sur les tenors les plus utilisés du LIBOR USD (échéances au jour le jour, un, trois, six et douze mois) pour lesquels la date a été fixée au 30 juin 2023.

Dès 2019, le Groupe Crédit Agricole s'est organisé pour préparer et encadrer la transition des indices de taux pour l'ensemble de ses activités :

- Ces transitions s'inscrivent dans les calendriers et standards définis par les travaux de place dont certains auxquels le Crédit Agricole participe et le cadre réglementaire européen (BMR).
- Conformément aux recommandations des groupes de travail nationaux et des autorités, le Groupe Crédit Agricole préconise et privilégie des bascules vers les indices alternatifs par anticipation de la disparition des indices de référence tout en visant le respect des échéances fixées par la place voire imposées par les autorités.
- La réalisation ordonnée et maîtrisée des transitions est garantie par les efforts menés par le Groupe pour mettre à niveau ses outils et ses processus ainsi que

par la forte mobilisation des équipes support et des métiers pour absorber la charge de travail induite par les transitions, notamment pour la renégociation des contrats.

L'ensemble des actions entreprises permet ainsi aux entités du Groupe d'assurer la continuité de leur activité après la disparition des indices de références et d'être en capacité de gérer les nouvelles offres de produits référençant des RFR ou certains RFR à terme tout en limitant les risques opérationnels et commerciaux après la cessation des indices.

Transition LIBOR USD :

Au niveau du Groupe, la très forte mobilisation des équipes et l'organisation mise en place ont permis de mener à bien la transition de la quasi-totalité du stock de contrats par anticipation ou activation de la clause de fallback et de limiter l'usage du LIBOR USD synthétique post 30 juin 2023.

Le Groupe a également pu bénéficier pour certains de ces contrats et instruments financiers du dispositif mis en place par les autorités américaines qui ont validé la désignation d'un taux de remplacement statutaire pérenne du LIBOR USD pour les contrats de droit américain.

Les actions menées au second semestre 2023 ont principalement visé à conclure des négociations qui n'avaient pas été totalement finalisées avant le 30 juin et à basculer effectivement les contrats de leasing avant la première période d'intérêt basée sur l'indice de substitution conformément à la stratégie de transition retenue.

Hormis quelques crédits où la maturité de la transaction est antérieure à la fin du LIBOR synthétique et pour lesquels les emprunteurs ne sont donc pas enclins à faire la transition, tous les contrats ont maintenant basculé vers un indice alternatif.

Transition des autres indices (CDOR, WIBOR, SOR) :

Au 31 décembre, le Groupe a encore quelques expositions sur d'autres indices de référence dont la non-représentativité ou la cessation ont été annoncées :

- Le CDOR (Canada) dont la cessation a été annoncée après le 28 juin 2024 sur les échéances non encore arrêtées (un, deux et trois mois).
- Le WIBOR (indice de référence polonais, classifié critique par la Commission Européenne) pour lequel le planning de cessation n'a pas encore été confirmé par l'administrateur.
- Le SIBOR (Singapour) dont la cessation est prévue après le 31 décembre 2024 sur les échéances un et trois mois.

Les transitions sur le CDOR et le SIBOR concernent quasi exclusivement la banque d'investissement alors que le WIBOR est également utilisé au sein du Groupe Crédit Agricole par CA Pologne (banque de détail) et CAL&F au travers de l'entité EFL (leasing).

Les actions se sont poursuivies au second semestre afin de préparer le plus en amont possible les bascules effectives et finaliser l'inventaire des clients et transactions exposées. CACIB, sauf exceptions autorisées, a également arrêté le flux de nouvelles opérations en CDOR courant 2023.

La quasi-totalité du stock en CDOR et une part très majoritaire du stock en WIBOR sont composés de dérivés où il est prévu de s'appuyer sur les dispositions de fallback ISDA dans la mesure où la plupart des contreparties ont adhéré au protocole ISDA 2020.

Gestion des risques associés à la réforme des taux :

Outre la préparation et la mise en œuvre du remplacement des indices de référence, depuis 2019 les travaux menés par le Groupe ont porté sur la gestion et le contrôle des risques

inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels, juridiques et conformité en particulier sur le volet protection des clients (prévention du "conduct risk").

Les migrations opérationnelles à venir s'appuieront sur l'ensemble des processus et outils préalablement développés pour la transition des contrats indexés sur les taux IBOR dont la cessation de publication ou la non-représentativité sont déjà intervenues. Afin de limiter les risques opérationnels et commerciaux, les entités impactées organiseront également, lorsque cela sera possible, des transitions proactives dans le respect des recommandations et jalons définis par les autorités.

A date, les risques potentiels associés à la réforme ne concernent que la transition du WIBOR et du CDOR pour lesquels les enjeux sont très localisés et jugés peu significatifs pour le Groupe et la transition du SIBOR pour lequel les expositions sont extrêmement marginales.

11 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe à l'exception des entités suivantes :

| Entité | Nature du contrôle | Date de clôture des états financiers utilisés | Motivation |
|----------------------------------|--------------------|---|--|
| SQUARE HABITAT ATLANTIQUE VENDEE | Exclusif de droit | 30/09/2023 | Motivation opérationnelle pour permettre le respect des délais |

11.1 Information sur les filiales

11.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité du Crédit Agricole Atlantique Vendée à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler ses passifs.

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée est soumis aux restrictions suivantes :

Contraintes réglementaires

Les filiales du Crédit Agricole Atlantique Vendée sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs au Crédit Agricole Atlantique Vendée.

Contraintes légales

Les filiales du Crédit Agricole Atlantique Vendée sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

Contraintes contractuelles liées à des garanties

Le Crédit Atlantique Vendée grève certains actifs financiers pour lever des fonds par le biais de titrisations ou de refinancement auprès de banques centrales. Une fois remis en garantie, les actifs ne peuvent plus être utilisés par le Crédit Agricole Atlantique Vendée. Ce mécanisme est décrit dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

11.1.2 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 940 millions d'euros aux FCT.

11.2 Composition du périmètre

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2023 est le suivant :

| Périmètre de consolidation du Crédit Agricole de | Méthode de consolidation | Modification de périmètre (1) | Implantation | Siège social (si différent de l'implantation) | Type d'entité et nature du contrôle | % de contrôle | | % d'intérêt | |
|--|-----------------------------|----------------------------------|--------------|---|---|---------------|------------|-------------|------------|
| | | | | | | 31/12/2023 | 31/12/2022 | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
| CAISSE REGIONALE ATLANTIQUE VENDEE | Intégration globale | | France | | Entité mère | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 74 CAISSES LOCALES AFFILIEES | Intégration globale | | France | | Entité mère | 100% | 100% | 100% | 100% |
| SQUARE HABITAT ATLANTIQUE VENDEE | Intégration globale | | France | | Filiale | 100% | 100% | 100% | 100% |
| CREDIT AGRICOLE ATLANTIQUE VENDEE IMMOBILIER PARTICIPATION | Intégration globale | | France | | Filiale | 100% | 100% | 100% | 100% |
| FONCIERE ATLANTIQUE VENDEE | Intégration globale | | France | | Filiale | 100% | 100% | 100% | 100% |
| FCT CAH 2018 COMPARTIMENT CR847 ATLANTIQUE VENDEE | Intégration globale | S1 | France | | Entité Structurée Contrôlée | 0% | 100% | 0% | 100% |
| FCT CAH 2019 COMPARTIMENT CR847 ATLANTIQUE VENDEE | Intégration globale | S1 | France | | Entité Structurée Contrôlée | 0% | 100% | 0% | 100% |
| FCT CAH 2020 COMPARTIMENT CR847 ATLANTIQUE VENDEE | Intégration globale | | France | | Entité Structurée Contrôlée | 100% | 100% | 100% | 100% |
| FCT CAH 2022 COMPARTIMENT CR847 ATLANTIQUE VENDEE | Intégration globale | | France | | Entité Structurée Contrôlée | 100% | 100% | 100% | 100% |

(1) Sortie du périmètre : S1 Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

Au 31 décembre 2023, le Crédit Agricole Atlantique Vendée ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

12 Participations et entités structurées non consolidées

12.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 71 387 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 67 678 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

12.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

| Entités non consolidées | Siège social | % d'intérêt | | Motif d'exclusion du périmètre de consolidation |
|------------------------------------|--------------|-------------|------------|---|
| | | 31/12/2023 | 31/12/2022 | |
| LE PERTUIS | France | 100,00% | 100,00% | Entité non significative |
| PANORAMIC | France | 100,00% | 100,00% | Entité non significative |
| LE VILLAGE BY CA ATLANTIQUE VENDEE | France | 100,00% | 100,00% | Entité non significative |
| PATRIMOINE SQUARE HABITAT | France | 100,00% | 100,00% | Entité non significative |
| CABLE | France | 99,90% | 99,90% | Entité non significative |
| ATLANTIQUE VENDEE INNOVATION | France | 100,00% | 100,00% | Entité non significative |
| SQUARE HABITAT OUEST IMMOBILIER | France | 50,00% | 50,00% | Entité non significative |

12.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| Entités non consolidées | Siège social | % d'intérêt | | Montant des capitaux propres | Résultat du dernier exercice |
|-------------------------|--------------|-------------|------------|------------------------------|------------------------------|
| | | 31/12/2023 | 31/12/2022 | | |
| UNEXO | France | 13,79% | 13,79% | 317 979 | 29 824 |
| UNEXO FINANCEMENT | France | 13,00% | 13,00% | 1 334 | 250 |

12.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2023, le Crédit Agricole Atlantique Vendée a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

Fonds de placement

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, l'implication du Crédit Agricole Atlantique Vendée dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour le Crédit Agricole Atlantique Vendée dans les tableaux ci-dessous :

| | 31/12/2023 | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|------------------|------------------|--|--|------------------------|----------------|--|--|------------------|---|
| | Titrisation | | | Gestion d'actifs | | | Fonds de placement (1) | | | Financement structuré (1) | | |
| | Valeur au bilan | Perte maximale | | Valeur au bilan | Perte maximale | | Valeur au bilan | Perte maximale | | Valeur au bilan | Perte maximale | |
| | Exposition maximale au risque de perte de crédit | Garanties reçues et autres rehaussements de crédit | Exposition nette | | Exposition maximale au risque de perte de crédit | Garanties reçues et autres rehaussements de crédit | Exposition nette | | Exposition maximale au risque de perte de crédit | Garanties reçues et autres rehaussements de crédit | Exposition nette | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | - | - | - | 216 915 | - | - | 216 915 | - | 216 915 | - | - | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers au coût amorti | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées | - | - | - | 216 915 | - | - | 216 915 | - | 216 915 | - | - | - |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Engagements donnés | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Engagements de financement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Engagements de garantie | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total Bilan des entités structurées non consolidées | - | - | - | 1 261 209 | - | - | 1 261 209 | - | - | - | - | - |

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.3 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas géant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

| 31/12/2022 | | | | | | | | | | | | | |
|---|-----------------|--|--|------------------|------------------|--|------------------------|--|------------------|---------------------------|--|--|------------------|
| | Titrisation | | | Gestion d'actifs | | | Fonds de placement (1) | | | Financement structuré (1) | | | |
| | Valeur au bilan | Perte maximale | | Valeur au bilan | Perte maximale | | Valeur au bilan | Perte maximale | | Valeur au bilan | Perte maximale | | |
| | | Exposition maximale au risque de perte | Garanties reçues et autres rehaussements de crédit | | Exposition nette | Exposition maximale au risque de perte | | Garanties reçues et autres rehaussements de crédit | Exposition nette | | Exposition maximale au risque de perte | Garanties reçues et autres rehaussements de crédit | Exposition nette |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | - | - | - | 198 219 | - | - | 198 219 | - | - | 198 219 | - | - | - |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs financiers au coût amorti | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées | - | - | - | 198 219 | - | - | 198 219 | - | - | 198 219 | - | - | - |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Engagements donnés | | | | | | | | | | | | | |
| Engagements de financement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Engagements de garantie | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total Bilan des entités structurées non consolidées | - | - | - | 2 241 356 | - | - | 2 241 356 | - | - | - | - | - | - |

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.3 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas géant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

13 Événements postérieurs au 31 décembre 2023

Le Crédit Agricole Atlantique Vendée n'a pas connaissance d'évènement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir une incidence sur l'arrêté comptable du 31 décembre 2023.